

Agents secrets tsaristes et révolutionnaires russes à Genève 1879-1903

Autor(en): **Mysyrowicz, Ladislas**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **23 (1973)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80690>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

AGENTS SECRETS TSARISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES À GENÈVE 1879-1903

Par LADISLAS MYSYROWICZ

La structure de la police secrète russe à l'étranger nous est connue dans ses grandes lignes : on sait qu'elle fut réorganisée en 1881, après l'assassinat du tsar Alexandre II, et que son agence principale se trouvait à Paris. C'est de la capitale française que les quatre chefs successifs de celle-ci – Ratchkovsky, Rataef, Harting et Krassilnikov – dirigèrent leurs opérations de surveillance et d'intimidation contre les émigrés politiques de l'Empire russe. L'*Agentura* avait des ramifications dans toute l'Europe et était organisée ainsi : d'une part, des agents secrets, de nationalité russe, ayant à leur solde et sous leurs ordres des indicateurs et des provocateurs de toute espèce, infiltrés dans les différents cercles et organisations d'émigrés ; d'autre part, un réseau d'agents « externes », Français, Suisses ou Allemands, contrôlant des mouchards subalternes et chargés des filatures, de l'interception des correspondances privées, et à l'occasion, d'actions punitives. Pour recopier et classer les rapports émanant de ces deux bureaux parallèles, pour effectuer les tâches administratives que l'on imagine, l'*Agentura* disposait encore d'un troisième bureau, situé dans une aile de l'ambassade impériale à Paris¹.

¹ Cf. MAURICE LAPORTE, *Histoire de l'Okhrana, la police secrète des Tsars, 1880-1917*, Payot, Paris, 1935, 245 p. et surtout : RICHARD J. JOHNSON,

Les polices étrangères n'ignoraient évidemment pas les activités de cette police «internationale» sur leur propre territoire. L'allemande et l'autrichienne collaborèrent servilement avec elle tant que la Russie fut leur alliée; la française et l'helvétique fermèrent généralement les yeux quand elles n'étaient pas complices.

Les rapports entre les policiers français et leurs collègues russes sont définis par une note de la Préfecture de Police de Paris, rédigée en 1913 à l'intention du Ministre de l'Intérieur :

Depuis de longues années, l'Ambassade de Russie entretient un service qui a pour but de rechercher et de surveiller les fauteurs de trouble de nationalité russe.

Les fonctionnaires qui ont la charge de ce service ont toujours été, dans une certaine mesure et d'une manière officieuse, en relations avec la 3^e Brigade de Recherches.

A titre de réciprocité, nous avons parfois recours à leurs bons offices, car il est des renseignements que nous ne pouvons obtenir que par leur intermédiaire. [...]

Les renseignements que nous [leur] donnons – verbalement d'ailleurs – concernent exclusivement les révolutionnaires et anarchistes russes de Paris.

Il paraît utile de continuer cette tradition, dans l'impossibilité où nous sommes d'exercer efficacement, avec nos effectifs restreints, une surveillance préventive sur les nombreux révolutionnaires et anarchistes russes qui vivent dans la capitale².

En Suisse régnait le même *modus vivendi*. Même plus: la direction de la police centrale de Genève paraît avoir entretenu des liens de service assez étroits avec l'Okhrana tandis que par ailleurs trois de ses agents émargeaient aux fonds secrets tsaristes³.

«*Zagranichnaia Agentura, the Tsarist political police in Europe*», *Journal of contemp. history*, vol. 7, janv.-avr. 1972, n° 1-2. En ce qui concerne l'activité de la police secrète russe à Genève au temps de Bakounine, cf. notamment E. H. CARR, *The romantic exiles*, London, 1968, chap. 15.

² Archives de la Préfecture de police (dorénavant: APP), «Police russe à Paris», note du 23 oct. 1913.

³ Cf. les Archives d'Etat de Genève (désormais AEG) Etrangers C annexes du bureau, qui laissent entrevoir les relations du directeur Monnet avec les polices étrangères en ce qui concerne la surveillance politique des réfugiés. Nombreuses sont aussi les lettres de la police politique genevoise, aux Archives fédérales à Berne (Polizeidienst 1889-1920) attestant que l'on s'informait auprès de l'Okhrana de la «moralité politique» des ressortissants

Mais dans cette étude, nous nous proposons uniquement d'illustrer à l'aide de documents inédits les agissements de cette police étrangère sur territoire genevois. Vu la nature du sujet, il ne faut pas s'attendre ici à un récit suivi.

I. Neelmayer et Dragomanov

Au printemps 1879, le «sous-inspecteur» Benoit eut à effectuer une «enquête au sujet d'agissements de la police russe à Genève», motivée par une plainte déposée par Michel Dragomanov, réfugié à Genève depuis l'automne 1876. Politiquement, Dragomanov se situait parmi les modérés de l'émigration; il luttait pour l'autonomie de son Ukraine natale et pour la transformation de l'Empire russe en une fédération dotée d'une constitution de type helvétique; fermement opposé au centralisme étatique et au jacobinisme révolutionnaire, il avait des sympathies pour l'anarchisme de type jurassien et de l'admiration pour Bakounine. Dragomanov, ancien professeur à l'Université de Kiev, spécialiste de la culture populaire et de l'histoire ruthènes, avait été démis de ses fonctions pour cause de «séparatisme»; la «Hromada» de Kiev, «commune» révolutionnaire dont il était un des leaders, l'avait alors envoyé à l'étranger pour défendre devant l'opinion publique européenne la cause ukrainienne. A Genève, il publiait une revue, *Hromada*, commissionnée par l'organisation du même nom.

russes séjournant en Suisse. A la préfecture de police de Paris, de nombreuses informations concernant les réfugiés russes à Genève transmises par les commissaires spéciaux de Bellegarde et d'Annemasse et indiquées comme provenant «de notre correspondant» ou «d'un correspondant» de Genève émanent simplement de la police genevoise; ces informations sont communiquées en dehors de toute enquête judiciaire. Richard Johnson précise d'autre part qu'en 1907 une liaison par code secret fut établie entre le département de la police à Saint-Pétersbourg et le chef de la police fédérale Hodier (*article cité*, p. 224). Ajoutons que la mauvaise foi de certains agents de la police politique genevoise apparaît de manière flagrante dans les dossiers d'*expulsions* aux AEG et qu'il existe des cas où le droit d'asile n'a pas été respecté; en ce qui concerne par contre les *extraditions* demandées par le gouvernement russe, il faut rendre hommage à la justice helvétique.

Donc, au début mai 1879, M. Dragomanov «ex-professeur à l'Université de Kiev, émigré politique russe, membre de la Société géographique genevoise», habitant Rive 24 au premier étage, se présente au commissariat de police. «Il est publiciste, écrivit l'agent dans son procès-verbal, et fait de nombreux articles dans les journaux progressistes de différents pays. Ces articles traitent tous de la question slave.

«Depuis un certain temps, M. Dragomanov s'aperçoit que lui et ses amis (tous gens respectant l'hospitalité dont ils sont l'objet à Genève) sont poursuivis par des personnes paraissant attachées à la police russe ou autrichienne». Et de citer pêle-mêle une série de faits troublants. Un individu suspect, un certain Charles Wiener lui avait proposé de fonder un journal d'émigrés à Paris⁴. «Ayant échoué auprès de lui, Wiener quitta Genève mais il chargea un sieur Graff, commissionnaire auprès de l'Hôtel du Lac, de le surveiller et de vérifier ses relations. C'est pendant que Wiener cherchait à sonder Mr. Dragomanoff qu'un grand nombre d'arrestations d'étudiants s'opéraient à Berlin, et Wiener cherchait probablement à l'impliquer dans le procès». Dragomanov soupçonnait cet individu d'être un agent secret autrichien; le suspect était en rapport avec un Comte Zaklika, domicilié rue d'Italie, qui «paraît ne

⁴ Nous ne savons rien de ce projet de journal. Il est cependant intéressant de noter que la police russe réussira, peu après, dans sa tentative auprès du leader ukrainien puisque fut fondé à Genève, en 1881, un mensuel russe, *Volnoe Slovo (la Parole libre)* qui était supposé être l'organe d'une organisation clandestine et qui était en fait, à l'insu de son rédacteur en chef Dragomanov, un instrument de la Sainte Garde créée par Schouvalov. Ce journal, qui parut d'août 1881 à mai 1883, fit campagne pour la liberté politique et s'en prenait au centralisme tant tsariste que révolutionnaire. Cf. *Mykhaylo Dragomanov, a symposium and selected writings* published by the Ukrainian Academy of arts and sciences in the United States, 1952, vol. II, n° 1, p. 18.

En 1880, Dragomanov était en contact avec la «Volonté du Peuple», notamment par l'intermédiaire des ukrainiens Kibaltchich, Lizogub, Jeliabov. Dans le courant de cette année, Jeliabov, devenu le chef du parti terroriste, envoya un émissaire secret à Genève pour demander à Dragomanov d'être leur représentant politique en occident et le gardien de leurs archives. Peu après, il devait se distancer politiquement d'eux. Cf. également *infra*, la note 23.

s'occuper à Genève qu'à obtenir des renseignements sur les agissements à Genève des socialistes panslavistes (sic), etc., et doit être un agent russe. Il est ami avec un nommé Nelmayer»⁵.

Le plaignant poursuivait comme suit :

Quatre personnes connues de Mr. Dragomanov ont été arrêtées en Russie sous inculpation de publication d'articles progressistes. Un cinquième, Mr. Tcherwinski, publiciste, réussit à s'échapper mais on prétend que, poursuivi par la police russe à Genève, il aurait été arrêté à l'Hôtel d'Angleterre, et ce serait Nelmayer qui l'aurait fait arrêter.

Pour corroborer ses soupçons, Dragomanov apportait les précisions suivantes. Un étudiant russe, Vassilenko, qui demeurait chez lui, avait été accosté récemment par un portefaix genevois qui était à la recherche d'un individu nommé Aubert; ce portefaix était en rapport avec un surnuméraire au recensement, un certain Vanza. Or ce Vanza avait avoué à l'étudiant Vassilenko «qu'il était chargé de le surveiller de la part d'un commissaire russe». Le leader ukrainien ajoutait que deux jours après cet incident, s'étant rendu chez Mr. Muller, libraire au Molard, il avait appris de la bouche de celui-ci que «le sieur Nelmayer avait été chez lui, qu'il lui avait demandé si un nommé Aubert ne demeurait pas toujours chez Mr. Dragomanov et si Mademoiselle Zassoulitch Véra, auteur de l'attentat contre le préfet de police russe, n'y était pas aussi».

Dragomanov ne connaissait aucun russe s'appelant Aubert; selon lui, c'était «un nom dont se servent les espions russes pour pouvoir à Genève pénétrer auprès des personnes qu'ils cherchent à connaître».

La sûreté genevoise aurait probablement considéré cette plainte avec un certain détachement, n'eût été la mention de cet enlèvement effectué en plein cœur de Genève. Qui était ce Wiener? Qui était ce Comte Zaklika? L'enquêteur ne chercha pas à l'établir. Il ne demanda pas non plus à Dragomanov en quoi consistait exactement ce journal à fonder dans la capitale française, ni quel rapport cela pouvait avoir avec des arrestations d'étudiants russes à Berlin. Wiener était sans doute un provocateur; peut-être avait-il obtenu d'abord quelque succès, peut-être avait-il réussi à tirer des informations de Dragomanov. Mais était-ce à la sûreté genevoise de se mêler de tout cela? Cependant, le plaignant évoquait des faits

⁵ AEG, Etrangers, dossier d'expulsion de Neelmayer. Cf. également PIERRE KROPOTKINE, *Autour d'une vie*, Paris, Stock, 1898, en ce qui concerne ce soit disant comte et espion, personnage assez falot (p. 487).

qui, s'ils étaient avérés, pouvaient être extrêmement graves: la police secrète russe en plus de sa besogne courante, ne préparait-elle pas quelque chose contre Véra Zassoulitch, bénéficiaire du droit d'asile en Suisse et la plus célèbre réfugiée d'Europe?

Quelques jours plus tard, un agent de police déclara qu'à son tour, il avait été accosté par un portefaix qui l'avait prié de se rendre chez un nommé Neelmayer, demeurant «pension Piccaud, quai Pierre Fatio», lequel était à la recherche à Genève d'un nommé Auber [sic] Charles, dont le véritable nom serait Kraftchinsky», demeurant «rue de la Péliisserie 14 [et] fréquentant un nommé Sergei, sujet russe». L'agent de police genevois avait accepté le rendez-vous et avait été introduit en présence du mystérieux Neelmayer. Le portefaix avait été aussitôt congédié, la porte bouclée à clef; et l'espion russe, «*ayant un revolver sur la table*» et après avoir demandé à son interlocuteur «s'il était sérieux et secret», lui avait promis une récompense de trois mille francs contre toute indication pouvant conduire à trouver Aubert, alias Kraftchinsky!

Comme on le voit, l'offre était alléchante mais, soit que le fonctionnaire ait eu peur de se compromettre – Dragomanov avait déjà déposé sa plainte et toute la colonie russe devait être maintenant au courant –, soit qu'il ait été foncièrement honnête, il n'y donna pas suite. Neelmayer, agent russe, fut alors l'objet d'une mesure d'expulsion. Malheureusement, on n'entama pas de procédure pénale contre lui, on ne procéda pas même à son interrogatoire... La déposition de Félix Vanza, le surnuméraire au recensement qui était en rapport avec lui, apporte tout de même quelques indications précieuses sur son réseau. Voici l'essentiel de son témoignage:

Question: Connaissez-vous un individu du nom de Neelmayer et pouvez-vous nous donner des renseignements sur ses agissements à Genève, et de quelle manière vous l'avez connu?

Réponse: Oui, je le connais depuis le courant du mois de mars 1879, il m'a fait demander par le portefaix Gehrig, lequel à plusieurs reprises a insisté auprès de moi pour me mettre en rapport avec une personne qui cherchait des adresses et renseignements sur place; au bout de 4 ou 5 jours, je me rendis avec le dit Gehrig auprès du dit Neelmayer, pension Piccaud, qui me demanda si je pourrais lui procurer quelques adresses de

divers noms, tels que ceux de Charles Aubert, Olga Lubatowitsch, Verreza Zolitch [sic]⁶ et s'il y avait possibilité de lui faire parvenir l'adresse des Russes habitant Genève, pour lequel travail il rémunérerait largement; il occupe ici pour ce travail 3 ou 4 individus dont j'ignore les noms, mais que je connais de vue, je crois que les portefaix Gehrig et Gerschwyller doivent être au courant des recherches demandées par le dit Neelmeyer qui opère dans notre ville une police occulte et ne doit être qu'un émissaire du Gouvernement Russe, ou Allemand, contre les réfugiés politiques de ces nations qui habitent Genève; Neelmeyer sort souvent avec 2 individus (Russes?) avec lesquels il se trouve souvent au Comptoir Cappa, rue du Rhône, et qui doivent être de ses affiliés; j'ai avisé Mrs. Jouvekoski [sic] et Elpidine de ces menées suspectes contre leurs compatriotes.

Lecture à l'interrogé, il a persisté et signé

Félix Vanza, comptable.

Le commissaire délégué
E. Muller, inspecteur.

Ce Félix Vanza paraît avoir été lui-même un personnage passablement trouble. Nous avons découvert, en dépouillant les «informations sans suite» du Canton de Genève, qu'il avait été inculpé, le 17 juillet 1874, pour violation de domicile et extorsion de fonds au préjudice d'une pauvre veuve qu'il avait intimidée avec

⁶ Charles Aubert était donc l'un des pseudonymes du célèbre révolutionnaire Kravtchinsky, mieux connu sous le nom de Stepniak. Olga Lioubatovitch avait étudié à Zurich en même temps que sa sœur Véra, où elle fit partie du groupe de Véra Figner; en 1875, elle milite à Moscou puis est condamnée à la déportation (cf. F. VENTURI, *Roots of Revolution*, London, 1960, p. 535). Nous ne savons pas à quelle date elle arrive à Genève. Le 17 mars 1880, nous trouvons son nom, au bas du télégramme suivant envoyé à *l'Egalité* de Paris: «Réunis en séance expresse, nous, socialistes russes, polonais, ukrainiens et autres nationalités de Russie, votons à l'unanimité salut à nos amis socialistes français fêtant l'anniversaire de la Commune [...]. *Le président*: Nicolas Morosoff; *les secrétaires*: Olga Lubatowitsch, Casimir Dłuski». Son nom ne figure pas parmi les «permis de séjour» de proscrits à Genève. En ce qui concerne Véra Zassoulitch, il est intéressant de noter que l'agent P... indiquait qu'il avait été en rapport à Genève avec le russe Tcherkesoff, habitant Montbrillant et qu'il avait eu «plusieurs entrevues» avec elle chez le politicien radical genevois John Carteret, cf. Archives nationales, Paris (A.N.), carton F 7 125192, «Etude rétrospective sur les nihilistes», Paris, 5 mai 1887.

la complicité d'un agent de police et d'un portefaix non identifiés⁷.

L'affaire fut classée, faute de preuves suffisantes, et d'ailleurs mal classée. Mais on devine quels genres de services ce personnage indélicat, infiltré dans l'office du recensement cantonal, dut rendre à ses employeurs occultes... Outre Vanza, Neelmayer utilisait donc, pour traquer les proscrits, obtenir leurs adresses, etc., des mou-chards «grassement rétribués»: des portefaix et autres individus de même espèce. Est-ce par leur intermédiaire que la police fédérale apprit que Neelmayer cherchait – entre autres – à repérer les imprimeries russes fonctionnant clandestinement à Genève? Est-ce plutôt, comme nous le pensons, la légation russe qui couvrit l'agent pris en flagrant délit en prétextant la nécessité de savoir ce qui se

⁷ Félix Vanza était un commis d'origine tessinoise; en 1871, à l'âge de 28 ans, il s'établit à Genève où il travaille à différents emplois, comme aide-comptable surnuméraire au recensement, puis à l'Instruction publique, puis comme commis chez un lithographe (cf. AEG, son dossier de naturalisation). La plainte déposée contre lui est classée sous le prénom de François, sous lequel le connaissait sa victime; mais devant le juge d'instruction, il décline le prénom de Félix et se borne à nier les faits qui lui sont reprochés (cf. AEG, procéd. pén. P, n° 723 du 17 juillet 1874). En 1876, il doit avoir été en relations avec des proscrits polonais car il signe, lors de la demande de naturalisation de Julien Bobinski, un certificat de notoriété en sa faveur en compagnie d'Hypolite Tchorzewski et d'un certain Léon Gierzkowski. Ce dernier n'était, semble-t-il, qu'un obscur marchand de tabac établi à Genève depuis quelques années (cf. AEG, son dossier de nat.). Les deux premiers, par contre, étaient d'actifs militants. Julien Bobinski, originaire de la Pologne russe, né en 1841, était arrivé en 1872 à Genève, où il travaillait comme «chef ouvrier» tailleur; en 1873, il est membre de la Commission de rédaction des Statuts de la Fédération régionale suisse des travailleurs; c'est en 1876 qu'il demande sa naturalisation. Quant à Hippolyte Tchorzewski, également tailleur d'habits, né en Pologne russe en 1845, il était président de la Société de secours mutuels des Polonais à Genève; en 1895, il sera vice-président du Comité directeur de l'Union des Polonais émigrés, à côté de Zygmunt Miłkowski, homme de lettres (président) et d'un étudiant en droit, Kosminski (A.F. et AEG, *passim*). Ne pas confondre H. Tchorzewski avec Stanislas Tchorzewski, Polonais émigré depuis 1845, collaborateur de Herzen, qu'il suivit à Genève, ni avec Michel Tchorzewski, l'un des 65 réfugiés polonais de l'insurrection de 1863 arrivés à Genève en 1865; il y avait encore à Genève un autre Michel Tchorzewski: un tailleur né en 1869, fils d'Hippolyte (AEG, *passim*).

tramait à Genève? Toujours est-il que l'enquête contre Neelmayer se retourna contre ceux-là même qui avaient à se plaindre de lui. Qu'on en juge d'après ce document, qui figure dans le dossier d'expulsion de l'agent russe:

Très confidentiel

L'an mil huit cent septante-neuf et le trente du mois de mai, je sousigné A. Benoit, sous-inspecteur de police, certifie qu'ensuite de réquisition de Monsieur le Directeur de la Police centrale [de Genève] et en vertu de la lettre en date [sic] du 5 mai 1879, par laquelle le Département fédéral de Justice et Police demande des renseignements sur deux imprimeries qui favoriseraient à Genève les nihilistes russes, avoir procédé à une enquête. Il en résulte que:

Il existe à Genève deux imprimeries servant aux aspirations du mouvement libéral russe. Une est située au chemin Neuf N° 13 au 1^{er}, à Plainpalais. Elle appartient et elle est dirigée par Mr. A. Trousoff, sujet russe. Mr. Elpidine, d'origine russe, citoyen genevois, a, pour monter cette imprimerie, donné une grande partie des caractères au sieur Trousoff⁸. L'autre est située chemin du Marché 1 au 1^{er}, aux Eaux-Vives. Elle est dirigée par Mr. Gilk, citoyen Genevois; et a pour titre [sic] imprimerie Rabotnink [sic] et Hromada, noms de deux journaux libéraux russes; dont l'un n'existe plus et l'autre s'imprime encore en Russie⁹.

⁸ Anton Danilovitch Trousov avait été l'un des Russes à participer à l'insurrection polonaise de 1863; il émigra ensuite en Suisse. En 1868, il fut secrétaire de rédaction du *Narodnoje Djelo* paraissant à Genève. Plus tard, il rompit avec Bakounine. En 1879, le journal socialiste polonais *Równóść* s'imprimait chez lui (déclaration à la Chancellerie de Genève du 8 oct. 1879). Il était un membre actif de la Fédération des typographes romands (cf. le *Gutenberg* du 11 mai 1873, où il intervient dans la discussion concernant la révision des statuts). Selon un rapport de la police politique en date du 28 avril 1891, Anton Trousov, né en 1853, avait quitté Genève en 1884 pour la Russie et «on ne l'a pas revu depuis cette époque». Son imprimerie fut achetée par Deutsch et servit donc comme moyen d'expression au groupe marxiste *Libération du Travail*. Voir également *Marx-Engels Werke, Briefwechsel*.

⁹ Charles Ferdinand Gilck, dit Basile, dit encore Jean Théodore, était né en Pologne prussienne en 1845; en 1867, il avait demandé puis obtenu la bourgeoisie de Genève. En 1876, on trouve son nom dans une lettre parue dans le *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, rédigée «au nom de la section internationale des typographes de Genève» et signée: «le secrétariat, Z. Ralli pour la langue française, B. Gilk pour la langue allemande»; l'adresse de la section était: *typographie russe, chemin de Montchoisy 26*,

Ces deux imprimeries sont desservies par des compositeurs russes et polonais, tous libéraux, mais ne reconnaissant en aucune façon le nihilisme. Quelques-uns sont proscrits.

Ces imprimeries impriment des ouvrages de tous les littérateurs et auteurs russes d'opinion libérale, ainsi que des brochures.

Ces ouvrages sont expédiés en contrebande par des sujets prussiens et en traversant la Prusse¹⁰. Il en est ainsi expédié en Roumanie, notamment à Bucharest où les officiers russes en font grand cas.

Eaux-Vives (Genève). Un rapport de la police politique genevoise, en date du 7 mars 1891, indiquait que Gilck, naturalisé genevois, imprimait *la Cause générale* pour Elpidine et qu'il était «en rapport avec la plupart des Russes réfugiés à Genève».

Cette typographie russe était aussi connue sous le nom de: imprimerie du *Rabotnik* (même adresse). Le journal *Rabotnik* avait été fondé sur l'initiative d'un groupe de Caucasiens et d'étudiantes russes de Zurich, en coopération avec de «jeunes Bakouninistes» de Genève et d'un groupe de «Tchaikovskistes» de Saint-Pétersbourg. N. Morozov fut envoyé de Russie à Genève pour aider à la fondation de ce journal, qui parut de 1875 à 1876; selon Ralli, ce journal publia en l'espace de ces deux ans 127 000 feuilles imprimées (cité par F. VENTURI, *Roots of Revolution*, p. 802, notes 39 et 43). A remarquer encore que *Le Travailleur* (revue socialiste révolutionnaire paraissant tous les mois, en langue française), avait le siège de sa rédaction et de son administration à l'imprimerie du *Rabotnik*, chemin de Montchoisy 26; le comité de rédaction comprenait: N. Joukovsky, A. Oelsnitz, M. Dragomanov, D. Klementz, L. Metschnikoff, Z. Ralli du côté slave, et Ch. Perron, Elie et Elisée Reclus, A. Arnould, A. Avrial, A. Rogeard, L. Hugonnet, du côté romand et français.

¹⁰ Avant 1878, c'est-à-dire avant les lois d'exceptions contre les socialistes, «les procédés d'expédition étaient simples: les publications étaient envoyées par la poste dans une ville d'Allemagne voisine de la Russie, et de là, par un moyen ou par un autre, on les glissait en Russie», L. DEUTSCH, *Seize ans en Sibérie*, Paris, 1904, p. 7. Selon un rapport de Ludovic, voici comment était organisée cette contrebande, en 1879: «Le Grandois, délégué de la Commune au 18^e arrondissement, s'est fixé à Lausanne où il a trouvé une bonne place. Il est secrétaire général de la direction des chemins de fer de la Suisse occidentale. [...] Sa situation lui permet de faciliter les expéditions des Russes réfugiés à Genève dans leur pays.

«Voici comment les Russes opèrent. Ils expédient leurs ballots ou leurs caisses de brochures à destination de la Russie à un nom supposé. Le Grandois, prévenu d'avance, donne aux colis la direction qu'il convient, avec des instructions spéciales pour la frontière russe.» (APP, *Socialisme en Suisse*, rapport Ludovic, du 12 mai 1879.) Selon le même informateur, il existait alors à Genève une survivance de l'Internationale, avec: 1^o *la Solidarité*,

Les différents littérateurs qui écrivent ces ouvrages sont tous gens haut placés et de bonne condition; aucun ne recommande l'assassinat, mais tous emploient leurs talents à chercher à amener le peuple russe à s'émanciper.

A Genève était l'année dernière un maréchal d'armée russe, qui écrivait contre son gouvernement. Il est décédé. Aujourd'hui, un colonel d'état-major russe, en congé à Genève, écrit beaucoup contre son gouvernement mais ne signe pas ses ouvrages. Une parente même du Tsar écrit de Saint-Pétersbourg des ouvrages contre le gouvernement.

Les deux imprimeries russes de Genève reçoivent annuellement de Russie plus de 50 000 francs entre les deux, pour soutenir et chercher à obtenir des réformes dans leur pays.

Les noms de tous les employés et de tous les auteurs et littérateurs de ces imprimeries sont connus, mais comme une injuste répression leur est assurée par les autorités russes, s'ils entraient dans leur pays, pour émettre trop librement leurs opinions, ils prient monsieur le Directeur de la Police centrale de bien vouloir permettre de garder l'incognito, lui assurant que tous, ils sont en règle avec les lois du pays qui leur donne l'hospitalité.

En foi de quoi j'ai dressé le présent rapport pour servir et valoir à ce que de droit.

(signé:) A. Benoit, s.-insp.

N.B. Quant au prétendu comité nihiliste de Zurich, il n'existe que dans l'imagination de ceux qui ont peur mais il existe réellement une société d'étudiants russes qui partagent entièrement les idées émises par les auteurs libéraux russes.

fondée par des proscrits de la Commune; 2° la *Section fédérative française*, réunissant 414 membres, dont 57 suisses romands et comprenant une partie des adhérents de la *Solidarité*; 3° la *Section fédérative allemande*, sous la direction de J. P. Becker et forte de 149 membres; 4° la *Section fédérative italienne*, avec 184 membres, dont 52 tessinois. «Quant à la 5° section, celle dite de Montchoisy, de l'*Obschina* (Commune) elle se compose de Russes nihilistes de Genève sous la direction de Dragomanoff. Ceci n'est pas une section, c'est une réunion de gens dans le mouvement et s'en occupant jour et nuit. Presque toujours parcourant la Suisse, allant de Genève à Lugano, de Genève à Zurich et à Berne ou à La Chaux-de-Fonds, Joukowski et ses amis font imprimer clandestinement des adresses au peuple russe, les expédient par l'Autriche et la Hongrie, sont en relations suivies avec toute l'agitation allemande, italienne et française, ont une correspondance avec Léo Frankel, ex-membre de la Commune de Paris et qui demeure à Pesth» (*ib.* Rapport sur les sociétés politiques organisées en Suisse, mai 1879).

Ludovic était le pseudonyme de Josselin, communaliste réfugié à Genève, excellent mouchard et fréquentant beaucoup les Russes, cf. MAITRON, *Dictionnaire*, VI, p. 397, et WILLARD, *Les Guesdistes*, pp. 21-22.

Après son expulsion de Genève, Neelmayer poursuivit ses manœuvres d'espion et de provocateur à Paris, où il se faisait appeler Monsieur Maurice, et où il s'occupait d'organiser des sociétés secrètes composées de Russes et de Français. Dans une réunion à laquelle participaient un certain nombre de socialistes français et où se trouvait le révolutionnaire georgien Vaarlam Tcherkezov, il fut publiquement démasqué et obligé d'avouer son triste métier¹¹.

II. Abraham First et Elpidine

Voici une autre troublante affaire, où l'on voit se profiler l'ombre de l'Okhrana. Elle a pour origine une plainte émanant de Michel Elpidine, personnage énigmatique, équivoque, très certainement un indicateur de police. Nous reviendrons plus loin sur son cas. Relevons pour le moment cette plainte qu'il dépose, en octobre 1887, pour abus de confiance, contre un certain Abraham Wurst, 45 ans, colporteur, Polonais. Le libraire Elpidine lui reprochait d'avoir détourné du matériel de bureau, qu'il lui avait remis pour le vendre de porte en porte. Probablement des gommes, des crayons, le tout pour une valeur de 59 francs.

L'enquête de la police révéla qu'Abraham Wurst s'appelait Abraham First, qu'il avait en réalité 35 ans, et qu'en ce moment, il colportait des bretelles. Cependant, ajoutait le rapport :

Ce n'est qu'un trompe-l'œil car la plus grande partie de la journée est de travailler [sic] pour une bande d'individus d'origine russe qui sont connus pour avoir des correspondances avec la police russe et allemande, tel qu'un nommé Lisitzki qui a été déjà signalé plusieurs fois au département comme agent russe et avec lequel First a beaucoup de relations. Deux plaintes ont déjà été portées contre First pour chantage. Sa conduite et sa présence est contraire à la sécurité publique¹².

Le 20 février 1888, nous retrouvons la trace de First à propos d'une plainte qu'il dépose, lui, contre une dame Culas, bouchère,

¹¹ Cf. *l'Égalité* du 18 fév. 1880, p. 7.

¹² AEG, Jur. Pén. P. 1887, n° 2218.

âgée de 18 ans et demi: «laquelle, vers huit heures et demie du soir, dans sa boucherie, m'a soustrait une paire de bretelles en élastique...». L'agent de police Maigre estima qu'il n'y avait pas lieu d'y prêter foi:

First est un triste personnage ne vivant que d'espionnage et de chantage, il use de son droit de colporter pour relever les conversations qui l'intéressent dans les différents établissements publics qu'il fréquente. C'est un de ces individus qui exploitent le canton et ne vit que de ce trafic honteux, se sentant soutenu par ses corréligionnaires (religion juive)¹³.

First sera donc expulsé. A son dossier d'expulsion, deux rapports. Le premier, signé de l'agent de sûreté (et membre de la police politique genevoise) Voldet, affirmant que l'individu en question était en réalité «un nommé Schiffké, repris de justice, condamné il y a trois ans à Paris sous le nom de First Abraham»: «Cet individu, qui est nihiliste, est chargé de l'expédition de leur correspondance»! Un second rapport, émanant de Kohlenberger, également agent de la sûreté et membre de la police politique, affirmait: «First serait en réalité un nommé Schifké, repris de justice. Cet individu, qui est nihiliste, a continuellement donné lieu à des plaintes depuis qu'il est à Genève, est très dangereux, a été arrêté différentes fois pour coups et blessure et scandales, à savoir aux dates suivantes: 31 mai 1887, ivresse, scandale et menaces; 21 mai 1888, coups et blessures; 25 septembre 1888, ivresse, insulte et menaces; en outre [il] a été condamné par la justice de paix pénale à 5 francs d'amende le 17 octobre 1887 pour menaces graves»¹⁴.

Que First ait été un authentique révolutionnaire, ayant mérité la confiance de ses compatriotes au point que ceux-ci lui auraient confié leur correspondance, paraît difficilement croyable. Cette correspondance, il était plus vraisemblablement occupé à la détourner. Il était de langue maternelle russe et pouvait bien capter les conversations des proscrits russes dans les établissements publics. De plus, son métier de colporteur le mettait à même de vérifier des adresses, de s'introduire dans les appartements, d'interroger voisins et concierges. Probablement donc, un individu de l'espèce de Vanza et des

¹³ *Ibid.*, 1888, n° 312.

portefaix que nous avons déjà vu à l'œuvre; peut-être même un associé d'Elpidine, qui l'aurait trouvé gênant et s'en serait débarrassé.

Peut-être Elpidine a-t-il simplement voulu « brûler » un indicateur de bas étage. Toujours est-il que les spécialistes du mouvement révolutionnaire russe, ceux de Moscou comme ceux d'Amsterdam, considèrent Elpidine comme un agent secret de la police tsariste, au service de laquelle il serait entré autour de 1880; malheureusement, ils ne fournissent aucune précision ni aucune référence à ce propos¹⁵. Nos propres recherches dans les archives suisses prouvent qu'Elpidine était, pour le moins, porté à la délation. En août 1879, quelques mois après l'expulsion de Neelmayer, il était venu spontanément trouver l'inspecteur Benoit, lequel rédigea ce rapport :

M. Elpidine, ancien sujet russe, citoyen genevois, libraire rue Pierre Fatio, déclare confidentiellement que l'année dernière, un nommé Markeloff Pierre, âgé de 30 à 32 ans, premier lieutenant dans l'artillerie russe, révolutionnaire par conviction, de passage à Genève, est venu à sa librairie et a fait emplette de divers ouvrages avancés, traitant de l'émancipation du peuple russe et poussant à la révolution dans ce pays. En partant, il a dit qu'il reviendrait l'année suivante.

Il y a quelque temps, le dit Markeloff est revenu voir M. Elpidine et lui a demandé s'il se chargerait de faire pour lui une commande dans une usine quelconque de Genève de trois objets, soit bombes pouvant servir de modèles... Il expliqua à M. Elpidine que si ces trois objets convenaient, il en commanderait des centaines, et qu'ils étaient destinés à être expédiés en Russie, où ils seront tenus cachés par les soins du Comité révolutionnaire jusqu'au jour où la révolution éclatera, ce qui ne peut tarder, ajouta-t-il.

¹⁴ AEG, étrangers, dossier d'expulsion de First. Nous devons dire que beaucoup de choses ne sont pas claires dans cette affaire, et les allégations des agents Voldet et Kohlenberger sont très suspectes.

¹⁵ Cf. les notes concernant Elpidine in *Marx-Engels Werke* et *Archives Bakounine*. Ajoutons qu'une note de la police française indiquait en 1890 au sujet du libraire Elpidine: «Se dit réfugié russe. Passe pour indicateur de la police. Divorcé et remarié avec une domestique. Est à Genève depuis 9^{bre} 1873 [en fait, depuis 1868 au moins, puisqu'en juillet de cette année, c'est lui qui présentera Bakounine lors de sa demande d'adhésion à la section centrale de Genève de l'Association Internationale du Travailleurs]. Reçu bourgeois le 22 7^{bre} 1876. Fait partie du groupe des proscrits et assiste à toutes les réunions secrètes.» (A.N. F 7 12519, Etat des réfugiés russes et affiliés résidant à Genève à la date du 1^{er} janvier 1890.)

Et d'indiquer que ce Markeloff devait se trouver à Clarens, et de préciser son signalement¹⁶.

La librairie Elpidine semble avoir été une véritable «souricière» pour les proscrits russes et polonais: elle était l'une des mieux fournies d'Europe en ce qui concernait la littérature révolutionnaire slave, on s'y réunissait entre proscrits et Elpidine collaborait souvent à l'expédition en contrebande des textes imprimés à Genève en polonais ou en russe. En septembre 1884, par exemple, le Département de justice et police demandait à la police politique de Genève, à la suite de notes verbales autrichiennes, des renseignements sur Stanislas Mendelson, l'éminent révolutionnaire polonais. Les limiers genevois ne purent le découvrir mais précisèrent que sa correspondance lui était adressée chez un sieur Jalabert, demeurant rue Berger 5, où étaient imprimés les journaux socialistes polonais *Przedświt* et *Walka Klas*¹⁷. Et le rapport ajoutait:

La plus grande partie de ces journaux est expédiée par les soins du libraire Elpidine, Boulevard Helvétique 28, qui les envoie à d'autres libraires intermédiaires, à Posen et à Leipzig; ces derniers les font entrer en contrebande en Russie¹⁸.

Le Polonais Jabłoński, qui devait prendre livraison d'un de ces envois d'Elpidine, avait été arrêté en avril 1884 à Fribourg en Brisgau; peu après, Deutsch fut pris au piège et livré à la Russie: Elpidine semble avoir été à l'origine de cette double arrestation. En mai 1888, le Polonais Gabriel Kaffianz sera arrêté en Allemagne pour expédition de littérature clandestine en Russie. Cet étudiant de la Faculté des Lettres de Genève convoyait probablement lui aussi des colis d'imprimés sortant de la librairie d'Elpidine.

¹⁶ A. F. Justiz, Bundesanw. 1889-1920, enquête Benoit du 30 août 1879; interrogatoire d'Elpidine, du 7 sept.

¹⁷ C'est là que se trouvaient l'imprimerie polonaise, dite aussi imprimerie de l'Aurore (*Przedświt*), le siège de l'organisation révolutionnaire polonaise dirigée par Stanislas Mendelson, «Proletariat», et les journaux en dépendant: *Przedświt* (édit. responsable: Witold Piekarski) et *Walka Klas* (*la Lutte de classes*, édit. resp. Nicolas Joukowsky). L'imprimerie avait été transférée, en 1888, au chemin Dancet 15 (cf. *Bottin genevois*, 1888). Rappelons que ce sera là, une douzaine d'années plus tard, une des adresses de Lénine.

¹⁸ A.F. Justiz, Bundesanw.

Voici qu'en mars 1889, Elpidine – l'ex-révolutionnaire, le parrain de Bakounine dans l'AIT, l'éditeur de journaux subversifs, le libraire socialiste – trahit à nouveau, en déposant une plainte.

Il avait croisé dans la rue, dit-il à la police, «un socialiste russe du nom de Mendelsohn, âgé d'environ 35 ans, portant lunettes, affilié et rédacteur à l'imprimerie de l'Aurore, chemin Dancet n° 15»; celui-ci s'était abonné à sa librairie (qui fonctionnait aussi comme bibliothèque circulante). Il ressort de deux dépositions légèrement contradictoires d'Elpidine que Mendelson avait voulu lui emprunter deux ouvrages très rares, exclus du prêt: le fameux livre de Buonarroti, *Histoire de la conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*, n° 593 de son catalogue, et le n° 669: *Justice*, par un officier de l'armée de Paris. Le leader socialiste polonais lui aurait même offert de les lui acheter; devant le refus du libraire, il avait profité de l'absence du patron pour se les faire prêter par Madame Elpidine, qui n'y connaissait rien: une femme, dont le signalement correspond à celui de Maria Jankowska (Mendelsonowa), co-fondatrice du parti *Proletariat*, avait réussi à les obtenir. Elpidine se prétendait de ce fait «victime d'escrocs qui se sont emparés de ces volumes pour les reproduire», et il portait plainte. Jusque-là, on pourrait croire à une réaction de pure avarice, au réflexe d'un collectionneur angoissé, encore que les contradictions entre les deux versions qu'il donnait de ces faits inciteraient à penser le contraire. Mais Elpidine accompagnait sa dénonciation d'une lettre personnelle à son «ami» le directeur de la police, et conseillait à la sûreté d'effectuer des perquisitions chez ce Mendelson et chez sa «maîtresse»: «Il serait bon, indiquait-il, que la police de Zurich recherche cette petite dame [Maria Jankowska] et Mendelsonn [sic], de faire chez eux et chez leurs amis et connaissances des perquisitions au sujet de ces livres; il est sûr qu'on y trouverait des objets et papiers compromettant Mendelsonn»¹⁹. C'était on ne peut plus clair: la recherche du livre fournissait un excellent prétexte à la police d'opérer des perquisitions chez les socialistes polonais. Était-ce une coïncidence si cette plainte tombait à ce moment? Certainement pas, car précisément venait d'éclater l'affaire des bombes de Zurich. Des étudiants slaves du «Poly» se livraient à des expériences de fabrication d'explosifs, en vue d'un attentat contre le tsar. Au cours d'un

essai, le Polonais Dembo avait été accidentellement tué et son compatriote Dębski grièvement blessé. La veille de la déposition d'Elpidine, le *Journal de Genève* avait diffusé une première nouvelle à ce sujet, encore très confuse²⁰. Or le libraire attira l'attention de la police sur cette petite dépêche de Zurich, en donnant les références, citait Dębski sous son pseudonyme (Jasinsky) et ajoutait «qu'à la suite de cette explosion, deux sujets russes compromis dans cette affaire [avaient] quitté subitement Zurich». Elpidine s'était rendu, affirmait-il, «à l'imprimerie de l'Aurore, Chemin Dancet 15, il y [avait] trouvé un individu russe qui lui paraissait être un visiteur et qui était très bien au courant des affaires de Zurich». De plus, précisait-il, au deuxième étage du même immeuble, «dans une chambre attenante à l'appartement Coullomb, existe une imprimerie appartenant à sieur Dragomanoff, socialiste russe, domicilié Chemin Dancet, en face du n° 15. Là, un sujet russe, nouvellement arrivé, y travaillait; il y aurait lieu de croire que ces deux individus ne sont autres que les réfugiés de Zurich»²¹.

L'un de ceux-ci était le Polonais Gabriel Kaffianz, qui avait donné les premiers soins à Dębski, au moment du drame. Il sera interpellé à Genève et expulsé à la suite de dénonciations portées contre lui par le *Journal de Genève*, informé sans aucun doute en sous-main. Néanmoins et malgré la piste fournie par le libraire russe, les perquisitions de la police, à Zurich et Genève, ne donnèrent pas le résultat escompté: l'étudiant Kassiusch avait eu le

¹⁹ AEG, proc. pén. p. n° 573, Elpidine contre X, du 13 mars 1889.

²⁰ *Journal de Genève*, 12 mars 1889, 2^e éd., dépêche de Zurich, du 8 mars «Hier soir, les bruits les plus étranges couraient à Zurich...» etc..

²¹ *Ibid.*

²² Cf. A.F., dossiers d'expulsions de A. Dębski, G. Prokofiew, G. Beck, J. Kassiusch, W. Wolkowitsch, E. Gurewitsch, M. Philipeo, G. Kaffianz, H. Frenkel, S. Scheizicz, F. Daszynsky, A. Sisojeff, M. Günzburg. Voir également dans le *Genevois* des 27 avril et 1^{er} mai 1889 les protestations de Kaffianz contre les dénonciations anonymes portées contre lui par le *Journal de Genève*. Ajoutons que Dębski, guéri de ses graves blessures, poursuivit en France ses expériences «chimiques» (comme on disait alors) et fut arrêté en mai 1890 après un essai de bombes dans une forêt de la région parisienne. Expulsé de France, il s'établit en Amérique; pendant la guerre, il rallia les légions de Piłsudski; cf. ULRICH HAUSTEIN, *Sozialismus und nationale Frage in Polen*, Köln, 1969, p. 48.

temps de donner l'alerte et de cacher les pièces les plus compromettantes. Berne ne put que procéder à l'expulsion des étudiants révolutionnaires²². Quant aux ouvrages réclamés par Elpidine, ils furent spontanément rapportés quelque temps après par Bogucki, gérant de l'Imprimerie polonaise, et l'affaire fut conclue par un non-lieu²³.

III. Le pillage de l'imprimerie de la *Narodnaja Volja* à Genève

Nous avons vu plus haut que la police tsariste s'intéressait spécialement aux imprimeries slaves de Genève. Certes, l'appareil

²³ Le gérant de l'imprimerie polonaise était Marcel François Bogucki-Kowalski, qui s'était déclaré proscrit le 20 janvier 1888, en ces termes: «Obligé de quitter la Cracovie (Autriche) à cause des persécutions dirigées contre les ouvriers de cette ville, je me suis réfugié à Genève où je travaille comme compositeur à l'imprimerie de l'Aurore, chemin Dancet 15.» L'enquête faite sur son compte par l'agent de sûreté Charbonnier, en date du 28 janvier 1888 ajoutait: «Il dit avoir des moyens d'existence et gagner 150 francs par mois à l'imprimerie sus-mentionnée dont il est directeur [...]; sa conduite est bonne»; «il vit seul et travaille régulièrement» (AEG, Etr., dossiers de proscrits). En 1890, il sera fiché à la police politique fédérale comme ayant participé au cortège du 1^{er} mai, à Genève. Le 5 juillet 1889, il se déclare à la Chancellerie d'Etat de Genève «éditeur responsable du *Socialiste*», journal en langue russe publié à l'imprimerie polonaise (un seul n^o paru, en 1889, avec des articles de Plekhanov, Axelrod, Lavrov, Tarasov et Rappoport). Dragomanov semble avoir effectivement soutenu cette imprimerie polonaise, de même que l'imprimerie russe dont nous parlerons plus loin. Un rapport de la police politique genevoise, en date du 25 mars 1891, indiquait à propos de Dragomanov: «Nous vous informons que cet individu, membre influent du parti terroriste russe, a habité Genève pendant 15 ans une imprimerie clandestine où s'imprimait la *Swoboda* (Liberté) et l'*Aurore* (Przedświt). Il est allé en 1889 à Sofia, où il est professeur avec appointement de 1200 francs»; le 2 mars, était-il précisé, «le matériel d'imprimerie rue Dancet 15, où s'imprimait l'*Aurore*, journal polonais a été expédié à Sofia» où Dragomanov continue à le publier; Bogucki-Kowalski se rendra lui aussi à Sofia, fin mars (AF, Justiz, Bundesanw.). Un autre rapport de la police politique genevoise, également du 25 mars 1891, affirmait à propos de l'imprimeur russe Bokhanowski: «Dragomanov lui a fourni les fonds nécessaires pour monter une imprimerie à Montbrillant; il a publié de nombreux ouvrages prohibés introduits clandestinement en Russie. Sans ressources depuis le départ de Dragomanov, il va prochainement rejoindre celui-ci.»

policier russe, qui faisait de l'Empire du nord une immense prison, n'entendait pas perdre de vue les faits et gestes de ses ressortissants à l'étranger: étudiants, touristes, diplomates, proscrits, tous étaient espionnés. Mais la presse russe libre constituait le principal danger de contamination: rédigée à l'abri des censeurs et introduite en contrebande en Russie, elle pouvait activer la fermentation des esprits et diffuser des mots d'ordres subversifs. Elle méritait un contrôle particulier.

Dans le courant de l'hiver 1886/87, les agents de l'Okhrana décidèrent de frapper un grand coup: ils pénétrèrent par effraction dans l'imprimerie de la *Narodnaja Volja* à Genève, y perquisitionnèrent et la saccagèrent. Cette audacieuse «action de commando» fit quelque bruit à l'époque. Nous la relaterons en détail, non par goût du pittoresque, mais parce qu'elle permet de mettre en lumière certains aspects du mouvement révolutionnaire russe.

* * *

Le 24 novembre 1886 (style occidental), le chef de l'Okhrana à Saint-Petersbourg recevait de Paris un télégramme chiffré. Il lui apportait le message suivant: «Samedi, pendant la nuit, ont été détruits avec succès la typographie, le n° 5 du *Vestnik* et toutes les publications révolutionnaires. Détails par la poste. Ratchkovsky.»

Le rapport qui suivit était en effet circonstancié. Ratchkovsky y narrait complaisamment l'opération effectuée par ses agents. En voici l'essentiel. La base principale de l'activité de la *Narodnaja Volja* à l'étranger était sa typographie genevoise. Dernièrement, les *narodovolcy* avaient reçu de belles sommes d'argent, des libéraux russes en particulier, lesquels voulaient faire rééditer les œuvres de Herzen. Pour le groupe de Tikhomirov, cette imprimerie était de toute première importance, et on avait décidé de l'agrandir. C'est pourquoi Ratchkovsky avait pris la décision de supprimer cette officine qui, au temps du *Kolokol* déjà, était un dangereux foyer de subversion du régime. L'opération n'était pas dénuée de risques: s'ils étaient sur leurs gardes, les proscrits pourraient faire usage du droit de légitime défense et abattre, sans crainte des tribunaux, les auteurs de l'effraction. Aussi, des précautions particulières

avaient été prises. Le « correspondant » local de l'agence parisienne avait été chargé de préparer le terrain, de repérer les lieux et les habitudes de ceux qui travaillaient à l'imprimerie. Et on avait décidé de camoufler l'attentat en règlement de comptes entre émigrés.

Dans un second rapport, destiné au tsar, Ratchkovsky relatait l'affaire de manière plus explicite encore. Trois émigrés dirigeaient la typographie de la *Volonté du Peuple*: Bokhanovsky, Tcherniawsky et « Jouk », autrement dit, Joukowsky²⁴. On avait appris que le second des trois était servi par une voisine, femme pauvre et cupide, chez laquelle on laissait généralement la clef en sortant et en qui on avait confiance car son mari, un ouvrier, faisait partie d'un groupe socialiste genevois. Il n'y avait qu'une manière de pénétrer sans risques dans les lieux : en obtenant le consentement de cette voisine. On lui offrit de l'argent. Et pour apaiser la conscience de son mari, on inventa une fable à laquelle le pauvre homme paraît avoir prêté foi. On lui raconta que le sabotage était voulu par les révolutionnaires russes eux-mêmes : deux membres de la typographie – Monsieur Jean et Madame Morosow – n'en faisaient plus qu'à leur tête ; des divergences s'étaient produites dans le mouvement ; ceux-ci monopolisaient l'imprimerie et en excluaient la fraction majoritaire. Certes, on pouvait, théoriquement, intervenir par la voie légale, en leur intentant un procès. Mais en pratique, pouvait-on permettre à la police suisse de fourrer son nez dans leurs affaires ; pouvait-on dévoiler les activités clandestines de l'organisation ?

On apprit encore qu'entre le 20 et le 23 novembre, les *Narodovolcy* devaient prendre livraison, à l'imprimerie genevoise Carey, des feuilles déjà tirées de leur *Vestnik* et y apporter en retour les formes servant à l'impression des dernières pages du n° 5 du même périodique. Il fallait profiter de cette conjoncture. Le hasard voulut, comme cela se précisa peu après, que les typographes allaient recevoir leur lot de feuilles un samedi, et que par conséquent, les nouvelles formes prêtes à l'impression resteraient chez

²⁴ Sur Jean Bokhanovsky et Halina Tcherniawsky, cf. *infra*, la note 28 ; sur Nicolas Joukowsky, cf. *infra*, la note 45.

eux jusqu'au lundi matin. En intervenant au cours du week-end, on pourrait faire coup double... Les agents Bint et Milewski furent chargés de l'opération.

Tout se passa comme prévu : la voisine ouvrit complaisamment la porte et reçut sa récompense. On simula une effraction pour détourner d'elle les soupçons. Milewski et Bint, en compagnie d'un troisième larron résidant à Genève, mentionné dans le rapport comme «le Suisse», se mirent en devoir de tout saccager systématiquement. Ils commencèrent par les compositions et les feuillets imprimés du *Messenger de la Volonté du Peuple* (*Vestnik Narodnoï Voli*); on continua avec les volumes de Herzen, on poursuivit avec les autres écrits révolutionnaires. Le pillage, qui avait débuté à 9 heures du soir, n'était pas entièrement achevé au petit jour²⁵.

On imagine quelle fut l'indignation des responsables de l'imprimerie russe, le dimanche soir, lorsqu'ils apprirent le désastre²⁶. Le

²⁵ D'après : Nalet P. I. *Ratchkovskago na narodovol'chesniu tipografiiu*, *BYLOE*, n° 1 (23), juill. 1917, pp. 277-283 (traduit par Elka Mysyrowicz).

²⁶ En dépouillant les dossiers personnels des typographes genevois et en examinant systématiquement les procédures pénales genevoises, nous avons trouvé trace de cette imprimerie.

Elle fut découverte en 1883, lors du recensement général. Un agent, un émule de Vanza peut-être, avait surpris, le 28 juin 1883, un typographe russe sans papiers réguliers, Elias Tamarkine, dans une imprimerie non autorisée, située 36 rue de Montbrillant, 2^e étage. Le typographe fut incapable de s'expliquer. Une enquête s'ensuivit. L'agent de la sûreté indiquait à ce sujet, le 6 juillet 1883 : «il résulte de mes recherches jusqu'à ce jour que l'imprimerie ci-dessus indiquée appartient à un nommé Bokhanowsky Jean, né en 1848, d'origine russe, proscrit politique; [il] tient cette imprimerie depuis un an sans autorisation, il est sans papiers et a été déclaré en contravention. Tamarine Elias, né en 1860, est à Genève depuis quinze jours. Ils impriment le journal dit *La Cause générale* ainsi que des brochures, le tout en caractères russes». (En 1886, Tamarkine alla rejoindre Paul Axelrod à Zurich.) Bokhanowsky avait réussi à calmer provisoirement les enquêteurs. Le 14 juillet 1884, Nicolas Joukowsky, habitant Montbrillant 31, était condamné par la Justice de Paix à 30 francs d'amende pour «imprimerie sans autorisation». Le 30 août, il prenait la précaution de la faire inscrire au Registre du Commerce :

«Genève le 30 août 1884

lendemain matin, Joukovsky déposait plainte contre inconnus. Il déclarait comme dommages: le bris de ses caractères d'imprimerie, la destruction d'environ «440 exemplaires d'une revue», de «120 exemplaires d'un calendrier, plus 2000 feuilles imprimées et préparées pour la reliure, le tout d'une valeur de trois mille cinq cents francs». Au juge d'instruction, il avouait ignorer qui étaient les

Déclaration pour le Bureau du Registre du Commerce

La maison Nicolas Joukovsky à Genève a pour chef Nicolas Joukovsky, de Oufa (Russie), domicilié à Genève, 21 Fort Barreau. Genre d'industrie: Imprimerie russe. Bureau et local: Montbrillant 36. La maison a commencé en janvier 1883.»

Mais dans le *Bottin Genevois* elle était inscrite sous le nom de Bonwinski, pseudonyme ou déformation de Bokhanowsky. Le 12 novembre 1884, l'agent de la sûreté Voldet dressait le procès-verbal suivant:

«[...] étant en surveillance, rue de Montbrillant n° 30, vers les 5 heures après-midi, nous avons vu emménager au 1^{er} étage, plusieurs presses, planches, etc., servant à imprimer.

Comme plusieurs nihilistes accompagnait le char, et se trouvaient dans la cour, tout porte à croire que c'est une imprimerie russe qui vient de s'établir a cette adresse [sic].

En foi de quoi

(signé) F. Voldet

(P.S.) Le propriétaire est un n[omm]é Gokorsky [sic] Nicolas d'origine russe, domicilié Fort-Barreau 21, contre lequel contravention a été faite.»

Une enquête s'ensuivit, dont voici le résultat:

«L'an mil huit cent quatre vingt cinq et le deux du mois de juillet, je soussigné Chypre, brigadier de sûreté, certifie qu'ensuite d'un ordre de Monsieur le Directeur de la police centrale et en vertu d'une lettre du secrétaire du registre du Commerce demandant des renseignements sur un n[omm]é Nicolas Joukovsky, tenant la librairie et imprimerie russe, rue Montbrillant 36, avoir fait une enquête à ce sujet.

Il en résulte qu'il habite toujours rue Fort Barreau 21 à Genève, sous permis de séjour spécial de proscrit, valable jusqu'au 21 juillet courant mais il n'a jamais eu l'autorisation nécessaire. Des contraventions ont en été faites [sic], mais il n'y a pas eu de suite. On imprime dans cette maison différents ouvrages, plus le journal *Le Messager de la Volonté du Peuple*. Cette imprimerie est toujours rue Montbrillant N° 30 au lieu de 36. Il existe aussi une librairie russe, tenue par la même personne, qu'il qualifie de dépôt de livres russes.

D'après renseignements, on croit que cette imprimerie va cesser, manque de fonds, on assure que les ouvriers ont déjà reçu leur congé.

En foi de quoi (signé) Chypre.»

auteurs de l'attentat, ajoutant toutefois ceci: «mais il y a lieu de croire à une vengeance que l'on pourrait attribuer à des mouchards russes. [...] Mon employée Morosowa a été en butte à des actes qui doivent provenir de mouchards russes, de sorte que l'enquête pourrait se diriger de ce côté». Cependant, l'agent de la sûreté qui fit les constatations nota que la porte d'entrée n'avait pas été forcée et ajouta: «Les auteurs de cet acte de vandalisme doivent probablement être des ennemis politiques car une de ces brochures sur laquelle principalement ils se sont vengés est un calendrier russe renfermant les photographies des principaux condamnés russes pour délits politiques. Le dégât est évalué à 2000 francs». Il se faisait peut-être l'écho de Joukowsky, car il poursuivait ainsi: «D'après le requérant, les soupçons se porteraient sur des nihilistes fréquentant le café Pellarin et la brasserie Scholl; il paraîtrait, d'après les avis de ces deux tenanciers, qu'il y aurait quelques semaines qu'ils n'y ont été vus»²⁷. A quels nihilistes faisait-on allusion? L'enquête ne le dit pas. Mais les rapports de Ratchkovsky indiquent que celui-ci cherchait à faire tomber les soupçons sur G. Pleckhanov et Vera Zassoulitch, ennemis acharnés, sur le plan idéologique, de la *Volonté du Peuple* et anciens collaborateurs du *Vestnik*.

Toutefois «Jouk» et ses amis n'eurent bientôt plus de doutes: Madame Morosowa, citée à l'instruction, révéla que six mois auparavant, elle avait pris chambre dans les proches environs de la ville, chez une femme Vuarchez, tenancière d'un café. Deux jours après son installation, «un individu venait louer la chambre au-dessous de la sienne». Trois semaines plus tard, «deux jeunes gens la prévinrent que, lorsqu'elle sortait, le locataire du dessous, accompagné d'un autre individu qui venait le voir, faisaient des perquisitions chez elle et fouillaient tous ses papiers». Madame Morosowa, c'est-à-dire en fait Mademoiselle Tcherniawsky²⁸, s'en plaignit à sa logeuse, lui

²⁷ AEG, Procédures Pénales 1886, Plainte de Joukowsky et enquête.

²⁸ Nous ne savons à quelle date exactement Halina Tcherniawsky arriva à Genève, mais probablement au début de l'année 1886. Ce n'est cependant que le 14 mai 1887 qu'elle s'annonça aux autorités; le 25 mai, l'agent de la sûreté Charbonnier se rendit à son domicile. Il la décrit comme étant âgée de 33 ans, «se disant célibataire», originaire du gouvernement d'Eka-

signifia son congé, et prit une nouvelle chambre dans un quartier populaire de Genève, non loin de la typographie. Quelques jours après son déménagement, deux individus vinrent louer la chambre vis-à-vis de la sienne: c'étaient les mêmes, elle en était sûre, les mêmes qui avaient perquisitionné auparavant chez elle et qui avaient ensuite dévasté l'imprimerie²⁹.

L'huissier Maréchal, substitut du juge d'instruction, alla vérifier

terinoslaw; mais, avait-il noté, dans le même appartement séjournait un de ces compatriotes, le nommé Bokhanowsky. «Elle répondit évasivement aux questions que je lui posais; la croyant d'un caractère difficile, je n'ai pas insisté; avant de se rendre à Genève, elle a habité [sic] Paris, rue Flatters n° 8, pendant deux ans, sous le nom de Morosowa, nom de son mari qu'elle a sans doute abandonné en Russie; elle travaille la littérature et dit recevoir de l'argent de chez elle; je n'ai pu avoir des renseignements sur son compte très précis [sic], attendu qu'elle ne trouve pas agréable; c'est suspect et douteux» (AEG, Etrangers, annexe du bureau). Le 6 octobre 1889, Halina Tcherniawsky, née le 10 avril 1854, épousa Jean Bokhanowsky et en eut trois enfants. Jean Bokhanowsky fit sa déclaration de proscrit au bureau genevois des étrangers, en 1880; il y fut présenté par Michel Elpidine; il n'obtint alors qu'une simple tolérance de séjour. En 1883, lors du recensement, il fut condamné à une amende pour défaut de permis; il régularisa sa situation et demanda au Département de Justice et Police la délivrance d'une carte régulière pour proscrit; sa requête portait les signatures de N. Joukowski et M. Elpidine (AEG, recens. étr. et contrôle de l'habit. dossier personnel de Bokhanowsky). Le 16 mai 1888, il obtenait du Conseil d'Etat une «autorisation pour imprimeur» (AEG, Reg. Cons.). Le 18 septembre 1889, un rapport de la police politique genevoise indiquait qu'il séjournait à Genève depuis 1878, qu'il faisait partie de la Société des proscrits russes et qu'il était très lié avec les anarchistes français de Genève; «il a monté une imprimerie, était-il encore mentionné, et publie des ouvrages qui sont introduits clandestinement en Russie» (A.F., Polizeidienst). Le 8 mars 1906, il entreprenait une démarche pour l'obtention d'un permis d'établissement à Genève. L'enquête de la sûreté indiqua qu'il était alors membre du parti socialiste-révolutionnaire et en relations étroites avec Michel Elpidine et Victor Tchernov. Il avait abandonné l'exploitation de son importante imprimerie russe (située rue du Pont Neuf n° 2 à Carouge) à la suite d'une explosion de dynamite, le 3 décembre 1905 à la rue Blanche à Genève (dossier du contrôle de l'habitant). D'octobre 1908 à septembre 1911, il séjourna à Zurich. Ajoutons que le 21 janvier 1895, il s'était déclaré à la Chancellerie d'Etat de Genève éditeur responsable du mensuel politique et social *l'Ouvrier russe [Russkij Rabocij]*.

²⁹ AEG, Procédures pénales P, n° 1390, 1886.

ces dires en compagnie de «Jouk». On se rendit d'abord chez la femme Vuarchez, soupçonnée d'avoir «été payée pour laisser faire les perquisitions»: «Il est impossible, dit le rapport de l'huissier, que la femme Vuarchez ne se soit pas aperçue de ce qui se passait dans sa maison, quand plusieurs voisins qui sont à vingt mètres de distance s'en sont aperçus». On alla trouver ces voisins. «Nous avons vu, dit le rapport de l'huissier, Mme Strasser, propriétaire, N° 264 au Point du Jour [Grand Sacconnex], qui a la maison qui fait face à la chambre de Mme Morosowa et dont depuis les fenêtres on peut voir tout ce qui se passe dans la chambre»:

Mme Strasser et ses filles [...] ont vu que, chaque fois que Mme Morosowa partait, celui qui se faisait appeler Joly entrait dans sa chambre et fouillait dans ses papiers.

Le 9 juillet dernier, elles ont vu un grand individu [signalement] qui est venu trouver Joly vers 9 heures et demie du matin, lorsqu'ils ont vu partir Mme Morosowa, et ont fouillé partout; ils y sont restés environ deux heures et ensuite sont redescendus dîner dans la chambre de Joly. Dans l'après-midi, ils y sont encore remontés.

La famille Strasser indiqua, à une question de l'huissier, que la tenancière du café avait dû recevoir «de l'argent pour laisser faire».

L'enquêteur et les deux Russes se rendirent ensuite chez la seconde logeuse:

Mme Duchêne nous a déclaré que, huit jours après que Mme Morosowa est entrée chez elle, il est venu un grand individu (signalement exact du grand [=le complice de Joly]), pour louer une chambre chez elle, disant que c'était pour un de ses amis. Il loua la chambre vis-à-vis de celle de Mme Morosowa pour le prix de 30 francs, qu'il paya.

L'ami vint le 22 juillet prendre possession de la chambre (c'est le signalement de Joly) et donna le nom de Henry Sommer.

Le 20 août, il partit en voyage, disait-il [sic], et il fut remplacé dans sa chambre par un de ses amis, le n[omm]é Metzgen ou Metzger, âgé de 55 ans à 60 ans, très blond, moustache presque blanche, mise très correcte, accent allemand très prononcé, disant être professeur au Conservatoire de Musique de Genève; il est resté un mois et partit le 20 septembre, où il fut remplacé par Sommer qui resta dans la chambre jusqu'au dimanche 21 novembre, où il prit le train de 9 heures. Il est parti de la chambre juste au moment où l'on vint prévenir Mme Morosowa de ce qui s'était passé dans l'imprimerie.

Sommer [alias] Joly aurait dit à Mme Duchêne être resté quatre ans chez und dame Deléamont, demeurant route de Carouge n° 3.

Les trois individus signalés soit chez dame Vuarchez soit chez dame Duchêne [ont un] signalement correspondant exactement à celui des trois individus qui ont fait tous les dégâts dans la nuit du 21 novembre à l'imprimerie russe.

Nous nous excusons de cette longue citation; la résumer lui aurait fait perdre sa saveur, son accent, et une foule de détails qui permettent d'imaginer très concrètement les méthodes de travail de Bint (Joly, alias Sommer), Milewski (le grand) et de Metzger, le troisième larron (le Suisse).

L'indication selon laquelle Joly était «resté quatre ans chez une dame Déléamont» était intéressante. Celle-ci fut convoquée le 7 décembre chez le juge d'instruction. Sa déposition, bien que laconique, donne des précisions intéressantes :

Je me nomme Rubin Laurence, divorcée Déléamont, route de Carouge 3 au 3^e, 30 ans, couturière.

Question générale?

R[éponse] Il y a environ 2 ans, un individu a demeuré chez moi, je le crois Alsacien, de taille moyenne et chauve, il se donnait comme courtier et se nommait Bint. Mon mari, dont je suis divorcée (le crieur public) connaît cet individu et il pourrait vous renseigner. Ce même individu est revenu cet été chez moi demander si je pouvais le loger; il était accompagné d'un homme grand portant la barbe rousse.

Que les Déléamont aient été aux gages de Bint (alias Joly, alias Sommer) ne fait pas de doute; il est clair que la femme ne voulait pas trop se compromettre; son complice de mari, observa la même discrétion devant le juge d'instruction :

Je me nomme Déléamont Edouard, 36 ans, crieur public, chemin du Soleil-Levant 16, P[lain]palais.

Question générale?

R[éponse] Il y a environ 2 ans, avant mon divorce, nous avons eu comme locataire un sieur Bint; il fréquentait les cafés Lyrique, de Genève et la Couronne. Je ne me suis pas aperçu qu'il fut en relations avec des Russes. Bint se disait représentant de commerce et écrivait beaucoup et recevait ses lettres poste-restante.

J'ai le souvenir que Bint était en relations avec un Monsieur de grande taille, portant des favoris, il se nommait Lazare; il logeait chez dame

Jacquemoud, route de Carouge 3 au 4^e, même maison que nous. Je crois que la femme Bint doit tenir une espèce d'Hôtel à Paris mais j'ignore son adresse.

J'ai revu Bint cette année, dans le courant de novembre, au café Lyrique. Il est chauve, taille moyenne, barbe rousse, entière³⁰.

* * *

En ce qui concerne l'instruction pénale, les choses en restèrent là; le juge demanda certes des renseignements en Alsace au sujet d'un certain Joly. La réponse fut négative, comme on l'imagine. Nous retrouverons Bint plus loin, attrapé en flagrant délit d'espionnage pendant la guerre.

* * *

La presse locale genevoise observa un certain mutisme au sujet de l'affaire de la typographie russe. Les nihilistes avaient pourtant diffusé un communiqué faisant brièvement le bilan des dommages subis, se plaignant de la mollesse des enquêteurs genevois et accusant les agents tsaristes d'avoir organisé le coup. Le *Temps* publia la nouvelle, qui fut alors reprise par une partie de la presse helvétique³¹. Le *Journal de Genève* crut devoir publier une mise au point: il y était affirmé que les dégâts ne paraissaient « pas aussi importants que les [évaluait] M. Joukowsky, propriétaire de l'imprimerie »; que la police genevoise ne pouvait être taxée de négligence, et que les agents tsaristes ne semblaient pas avoir trempé dans l'affaire: « *Les auteurs de cette effraction ne sont pas encore connus, mais l'on croit qu'il s'agit de la vengeance d'un ancien employé ou même d'une ami politique mécontent, plutôt que d'une machination d'agents politiques, comme l'écrit au <Temps> un correspondant de Genève* »³². C'était la version de la police secrète russe; Ratchkovsky découpa ce passage et l'envoya à ses supérieurs à Saint-

³⁰ *Ibid.*

³¹ Cf. le *Temps*, 25 nov. 1886, le *Nouvelliste Vaudois*, 26 nov. 1886, le *Journal de Genève*, 27 nov. 1886, la *Liberté*, 28 nov. 1886 ainsi que la *Revue socialiste*, déc. 1886, p. 1135.

³² *Journal de Genève*, 27 nov. 1886, p. 3, II.

Pétersbourg en expliquant que l'allusion visait Plekhanov en personne³³. Les directeurs de la *Volonté du Peuple* réagirent par une lettre de protestation au *Journal de Genève*; celui-ci, au lieu de l'insérer, n'en donna qu'une paraphrase tronquée: «[...] ce seraient les agents du gouvernement russe qui auraient commis l'effraction pour empêcher la publication du volume du *«Messenger»* qui allait paraître. Cette publication aura lieu néanmoins, malgré les dégâts commis dans l'imprimerie, plusieurs amis russes et étrangers ayant offert de venir en aide aux éditeurs. Voilà, concluait le *Journal de Genève*, la substance de cette lettre, qui entre dans des considérations que nous ne pouvons reproduire [...]; nous ne sommes pas juges d'instruction»³⁴.

Ratchkovsky ne put manquer prendre bonne note de la déclaration de la *Volonté du Peuple* de faire paraître quand même le tome V du *Messenger* et le volume de Herzen dont l'édition avait été sabotée. Une collecte fut organisée dans les différentes colonies russes à l'étranger et dans les milieux socialistes européens afin de remettre sur pied la typographie de la *Narodnaja Volja* à Genève. Le 30 novembre 1886, un informateur de la Préfecture de Police écrivait à ses chefs que «*Lavrof et ses amis ont déjà envoyé un millier de francs pour réparer les pertes causées à l'imprimerie révolutionnaire russe de Genève*»³⁵. Il y eut sans doute d'autres envois, dont certains provenant, semble-t-il, de Russie même, de sorte que Joukovsky put se procurer de nouveaux caractères cyrilliques à Prague. Le travail put donc rapidement reprendre à la rue de Montbrillant: le 25 décembre, le tome V du *Messenger de la Volonté du Peuple* était paru, de même que le volume de Herzen. Et le jour de Noël, la typographie russe se mettait en congé pour ne rouvrir ses portes qu'au milieu de février³⁶. Ratchkovsky profita

³³ Nalet..., art. cité, p. 280.

³⁴ *Journal de Genève*, 9 déc. 1886: «Nous recevons des directeurs du *Messenger de la Volonté du Peuple* une lettre dans laquelle ils protestent...» etc. Voir à ce propos, *infra*, la lettre anonyme envoyée de Paris à la police de Genève.

³⁵ Extrait d'un rapport n° 20, du 30 nov. 1886, figurant dans le dossier de Lavrov, APP.

³⁶ AEG, proc. pén. P, n° 329, 1887.

de ces vacances pour frapper une seconde fois. Il le devait. Lui et ses séides avaient reçu de Saint-Pétersbourg, à la suite de leur exploit du 21 novembre dernier, promotions et gratifications. La carrière et le prestige des policiers étaient en jeu, comme d'ailleurs l'avenir et le rayonnement du groupe terroriste de Tikhomirov, lequel avait épuisé ses dernières ressources pour réparer les dégâts subis et avait publiquement relevé le gant.

Le dimanche 13 février 1887, Bint et ses complices pénétrèrent à nouveau, de nuit, dans la typographie de la rue de Montbrillant. Ils saccagèrent un tirage de biographies de révolutionnaires, écrites par Tikhomirov au profit de la Croix rouge de la *Narodnaja Volja*, détruisirent les compositions restées dans l'atelier, lacérèrent diverses brochures ainsi qu'une circulaire protestant contre la destruction opérée l'automne dernier, enlevèrent enfin les caractères nouvellement reçus. Le 15 février, Bokhanowsky découvrit le sabotage. Après quelques jours d'attente, Joukovsky déposa une nouvelle plainte; il y minimisait les dégâts et indiquait que ses soupçons se portaient sur «des agents russes dont le gouvernement a tout intérêt à ce que les brochures ne paraissent pas».

L'affaire eut quelques rebondissements assez obscurs. Le *Journal de Genève* du 20 février 1887 publiait le très intéressant document suivant, que nous reproduisons précédé de son chapeau rédactionnel:

Nous avons reçu de Paris, sous enveloppe, le factum suivant, au bas duquel, à la date imprimée «Genève, le 18 décembre 1886» a été substituée la date écrite à la main «Paris, le 15 février 1887». Nous croyons devoir le reproduire à titre de curiosité.

Chers frères européens

Dans la nuit du 20 au 21 novembre passé, des barbares détruisirent à Genève l'imprimerie du *Messenger de la Volonté du Peuple* et anéantirent tout un matériel avec lequel, pendant bien longtemps, luttait le principal groupe révolutionnaire. M. le Directeur de la police à Genève, toujours si obligeant à l'égard des émigrés russes, a pris les mesures les plus énergiques et nous ne doutons pas qu'il découvre les auteurs de ce fait de vandalisme – les agents secrets du Gouvernement russe.

Ah! les lâches! Ils ont eu peur des conséquences de l'apparition en Russie du 5^e volume du *Messenger de la Volonté du Peuple* (*Viestnik Narodnoï Voli*).

La presse de Genève, flétrie comme elle est, agit avec ou sans intention, dans l'intérêt des ennemis du mouvement libérateur; elle se refuse même à insérer nos avis, elle les défigure par des extraits et porte atteinte à la dignité de la lettre imprimée. Voilà ce qui nous oblige à avoir recours à l'appel individuel.

Faut-il que nous nous rappelions à votre souvenir, nos frères, les Européens?

La Volonté du Peuple a tué Alexandre II et beaucoup de ses satrapes. Dans l'atmosphère étouffante du despotisme russe, elle seule portait la tête haute. A la violence et au despotisme, *la Volonté du Peuple* répondait par des exploits héroïques, sans exemples. Elle est fière de pouvoir compter dans ses rangs les noms célèbres de Mlle Perovska, M. Jeliabov et autres.

L'imprimerie de la *Volonté du Peuple*, à Genève, présentait une grande force. La sale patte des mouchards gouvernementaux ne pouvait la toucher. Elle servait d'expression à nos travaux révolutionnaires à l'étranger. Elle propageait dans toute la Russie les principes de la *Volonté du Peuple*; elle apportait à nos camarades du courage et de l'inspiration dans la lutte. Enfin, c'était l'anneau qui liait les révolutionnaires à vous tous, nos amis, les Européens.

Chaque parole sortie de notre imprimerie devenait *un fait* de la lutte ouverte contre l'odieuse organisation. Sauvez donc cette chère cause et ne laissez pas triompher les vils serviteurs du despotisme.

Tendez-nous la main et soutenez-nous jusqu'à ce que le secours nous arrive de notre patrie.

Les circonstances ne souffrent aucun retard.

De la plus proche apparition du *Messenger de la Volonté du Peuple* peut dépendre *tout* le courant du mouvement révolutionnaire russe, du moins dans l'avenir le plus proche.

Paris, le 15 février 1887

Administration de l'Imprimerie et
rédaction du *Messenger de la Volonté du Peuple*³⁷.

³⁷ Le même texte parut, sans aucune indication de provenance, dans le *Cri du Peuple* du 19 février 1887, avec une variante dans la conclusion: «Paris, le 12 janvier 1887» au lieu de 15 février. Le quotidien parisien ne fit suivre ce texte d'aucun commentaire. Le *Journal de Genève* l'accompagna de cette note: «Ce qui, dès le début, nous a engagé à observer une certaine réserve au sujet de cette affaire, c'est le fait que l'imprimerie de la *Volonté du Peuple* n'a point été détruite et anéantie, comme on l'affirme plus haut; on n'y a constaté que des dégâts partiels. Coïncidence curieuse: [...] à la date même où la nouvelle édition de l'appel de fonds ci-dessus était lancée à Paris, le 15 février, de nouveaux dégâts avaient été constatés dans les ateliers de l'imprimerie où, dit-on, personne n'était entré depuis dix jours.» Le journal ironisait: «Le seul tort de la presse genevoise a été et est encore –

Cette circulaire hectographiée avait dû tomber entre les mains de Bint lors de la seconde effraction de l'imprimerie. Calculant le tort qu'elle pourrait causer à la *Volonté du Peuple*, qui avait promis, on s'en souvient, de continuer sa publication, Ratchkovsky la fit parvenir anonymement à ces journaux : voilà ce qu'on est amené à conclure, malgré les démentis de Lavrov, Tikhomirov et Joukovsky tendant à faire croire que la circulaire publiée par le *Journal de Genève* et le *Cri du Peuple* étaient apocryphes³⁸. Un indicateur de la police française précisait bien que c'était le démenti qui était faux, et qu'il avait été motivé par la crainte d'expulsion³⁹. Voici à ce

avant de croire à l'invasion des «barbares» dans l'imprimerie de la *Volonté du Peuple* et de la dénoncer *urbi et orbi* – d'attendre les résultats de l'enquête qui a été ouverte à ce sujet. C'est ce que nous continuerons à faire en pareil cas, dût le monde attendre quelque temps encore l'apparition du nouvel évangile qui enseigne l'assassinat politique comme moyen de régénération morale de l'humanité.»

³⁸ Démenti de Lavrov : «Paris, 20 février 1887. Citoyenne [Séverine], on vient de me signaler l'appel étrange adressé aux «chers frères européens» par des personnes qui ont signé : «l'administration de l'imprimerie et rédaction du *Messenger de la Volonté du Peuple* [...]. On vous a induit en erreur [...] Pierre Lavroff, ex-directeur du *Messenger de la Volonté du Peuple*». Texte semblable paru dans le *Journal de Genève* du 23 février. Le 25 février, le *Journal de Genève* publiait un démenti analogue de Zhihomirov [sic], «rédacteur du *Messenger*» et de Joukovsky, «administrateur de l'imprimerie». Remarquons que ces démentis n'étaient pas sans ambiguïté, car ils tiraient argument de la disparition du *Messenger* (consécutive au 2^e pillage de leur imprimerie) pour accrédi-ter la version du faux, alors que l'appel datait en fait du 18 décembre (à moins qu'il y ait eu plusieurs éditions).

³⁹ Le démenti opposé par le mouchard au démenti de Lavrov est lui-même entaché d'erreur, croyons-nous, ce qui complique les choses : «La circulaire des nihilistes russes de Genève à propos de la suspension de la publication de la *Volonté du Peuple* et du pillage de la typographie, circulaire qui, malgré leurs auteurs, a été publiée dans plusieurs journaux, n'est que trop vraie, et elle est l'œuvre de Joukovsky et ses amis. La circulaire a été faite après la seconde tentative de vol contre la typographie. Il ne faut pas croire du démenti publié par Lavroff. La circulaire a été datée de Paris de crainte que le gouvernement fédéral n'expulse Pleckhanoff, Joukovsky et Cie comme [il l'avait fait antérieurement pour] Kropotkine» (extrait d'un rapport du 28 février 1887, cabinet 468, APP, Socialisme en Suisse). Evidemment, l'appel en question fut rédigé à la fin de l'année 1886, comme l'indique clairement une précédente lettre des rédacteurs du *Messenger* au *Journal*

propos ce qu'écrivait dans la *Liberté* un correspondant de Genève exceptionnellement bien informé au sujet des diverses fractions d'émigrés politiques à Genève :

Les nihilistes ont, en somme, grand'peur d'être expulsés et manœuvrent en conséquence.

Chez nous, personne ne se laisse prendre à leurs artifices. Les autorités aussi bien que le public savent parfaitement à quoi s'en tenir. Les articles du *Messenger* ne sont autre chose que des encouragements caractérisés à l'assassinat, et, pour ce qui est des prétendus faits et gestes des «agents secrets du gouvernement russe», le stratagème est ingénieux, amusant, mais par malheur, absolument invraisemblable. La vérité est que les nihilistes se mangent assez souvent entre eux, comme les serpents de la fable. La fraction de la jeune «volonté du peuple» fait la guerre à une autre fraction; le groupe «l'affranchissement du travail» mine le groupe polonais «Walka Klas», lequel à son tour s'efforce contre le groupe constitutionnel de la «cause générale», et ainsi de suite, à l'infini. Au résumé, nous sommes fatigués de ces hôtes gênants qui en prennent vraiment trop à leur aise avec les traditions hospitalières de notre pays, qui accusent aujourd'hui la police genevoise d'avoir souffert la destruction d'une imprimerie, et qui, demain peut-être, l'accuseront de l'avoir détruite elle-même; nous en sommes fatigués, je le répète, et je ne serais pas étonné si bientôt, on le leur faisait voir⁴⁰.

Sur ces entrefaites, la *Tribune de Genève* publia un long article d'un anonyme russe, intéressant à plusieurs titres: «Depuis plusieurs mois, y était-il dit notamment, les réfugiés russes sont l'objet de différentes calomnies, insinuations et provocations⁴¹. Vous con-

de Genève (cf. la note 34). D'ailleurs Lavrov accorda peu après une interview qui ne faisait que répéter pour l'essentiel ce qu'affirmait la circulaire prétendument fausse, cf. *Cri du Peuple*, 3 mai 1887. Il se pourrait cependant que l'appel de fonds ait eu plusieurs éditions.

⁴⁰ Lettre de Genève, du 14 mars 1887, parue dans la *Liberté* (de Paris?) et reproduite dans la *Tribune de Genève* du 31 mars 1887.

⁴¹ Les Russes habitant Zurich s'étaient réunis le 18 février pour protester contre une proclamation du 31 janvier, reçue le 6 février et qui se terminait par ces mots: Vive le jeune parti de la Narodnaja Volja. Cf. la *Revue socialiste*, 1887, I, pp. 271-273; le *Journal de Genève*, 3 mars 1887: «Nous avons reçu du «groupe révolutionnaire russe de Zurich» sous la signature de K. Varpetchowsky, une nouvelle protestation...»; cf. EUGÈNE ZALESKI, *Bibliographie*, II, n° 643 et 649. Cette proclamation était dénoncée comme une machination policière. Cf. également la *Voie du Peuple* du 25 fév. 1887, p. 2

naissez les deux vols d'imprimerie, les lettres apocryphes écrites en leur nom aux différents journaux. Depuis quelque temps, tous les réfugiés russes reçoivent régulièrement de Paris des lettres hectographiées, signées de personnes inconnues et dont le but est purement provocateur. [...] Même le gouvernement russe sait évidemment que Genève n'est plus le foyer de l'activité révolutionnaire, parce que plusieurs personnes, qui se faisaient passer pour des nihilistes et des révolutionnaires incorrigibles, ont obtenu, après leur demande au Tsar, le droit d'entrer en Russie». (Nous ne savons à qui l'auteur faisait allusion ici – à Outine? – mais il se trouve que Tikhomirov fera cette même année amende honorable au tsarisme et rentrera peu après en Russie, devenant l'un des plus célèbres renégats de son temps.) Plus loin, le correspondant de la *Tribune de Genève* évoquait, en un style mordant, la manie policière du gouvernement impérial, ainsi que le drame de ces exilés, ces Danton et ces Robespierre russes obligés, faute de mieux, de convaincre des auditoires pitoyables, «composés de très petits jeunes étudiants tout naïfs, tout insignifiants; au lieu de la tribune, [d'] exercer leur éloquence dans des tout petits cafés; au lieu d'une révolution et d'une transformation sociale, [de] voir triompher la réaction et le régime byzantin»⁴².

Les proscrits russes de Genève se réunirent en assemblée générale; ils nommèrent un comité ayant pour mission de se mettre en rapport avec les rédacteurs des journaux pour vérifier les documents émanant soit-disant de leur sein. Jean Bokhanowsky en assumait la présidence, Gustave Jasinski (pseudonyme d'Alexandre Dębski), en fut le secrétaire. A Paris, un comité analogue, avec Pierre Lavrov et O. Zedkine, fut constitué⁴³. Le comité genevois démentit, comme une provocation policière, une information ré-

(lettre de Pierre Lavroff) et *ibid.*, 4 mars 1887, p. 2, protestation des socialistes russes de Zurich.

⁴² *Tribune de Genève*, 7 avril 1887, p. 1.

⁴³ Cf. la lettre signée Bokhanowsky, président, rue Berger 5, et Gustave Jasinsky, secrétaire, chemin Dancet 15, parue dans le *Genevois* du 5 mars 1887; cf. également la presse parisienne du 14 avril 1887; la *Liberté* de Fribourg du 15 avril (citant *l'Intransigeant* de Paris); le *Cri du Peuple* du 16 avril et du 3 mai 1887; le *Matin* du 26 avril 1887.

pandue en avril 1887 par les journaux allemands et anglais selon laquelle «les nihilistes de Genève [avaient] envoyé un arrêt de mort au Tsar»: «Le nihilisme, ajoutait leur communiqué, a changé sa tactique: il veut agir par la persuasion et la concertation, et non plus par cette tactique qu'on appelle la propagande des faits»⁴⁴. Il n'empêche que six mois après, une machine infernale faisait sauter le train impérial. Comme on le sait, c'est seulement en 1889, après l'arrestation de Sophie Ginsburg, que prit réellement fin la période terroriste de la *Narodnaja Volja*⁴⁵.

* * *

⁴⁴ *Liberté* de Fribourg, 15 avril 1887, citant l'*Intransigeant*.

⁴⁵ Ajoutons qu'après le deuxième pillage de la typographie qu'il dirigeait, N. Joukowsky quitta la Suisse pour Paris, où il resta jusqu'en novembre 1890, date à laquelle il fut expulsé de France et où il revint à Genève.

Joukowsky est une des figures les plus attachantes de la proscription russe en Suisse, dont il était en quelque sorte le patriarche. On sait qu'il joua à l'époque de la Commune un rôle de premier plan dans la vie de la Fédération jurassienne et qu'il fut à Genève le secrétaire de Bakounine. Il ne saurait être question d'esquisser ici sa biographie. Indiquons seulement que ce brillant intellectuel, qui avait entrepris des études de juriste en Russie, travailla en Suisse comme professeur de langues, de musique et de mathématiques. Il était très populaire dans la classe ouvrière romande et l'orateur préféré des meetings et soirées de la Fédération jurassienne. De plus, il était très proche des proscrits français de la Commune en Suisse, particulièrement de Gustave Lefrançais. Selon des documents inédits qui nous ont été transmis, il se mit au service de l'insurrection polonaise de 1863. Nous avons sous les yeux un témoignage de reconnaissance signé par les différents leaders de l'émigration polonaise en Suisse: Dąbrowski, M. Jankowska, Leonard Jabłoński, W. Piekarski, Kasimierz Dłuski, Iks Bogomnos [A. Sasiedzki], Szymon Dickstein, Dr A. Zlotnicki, K. Radocki, K. Janowicz, ex-membre du Groupe socialiste de la Galicie occidentale [Genève, 1883, à l'occasion du 50^e anniversaire de N. Joukowsky]. Le 3 novembre 1893, Joukowsky recevait à l'occasion de son 60^e anniversaire un magnifique témoignage d'admiration de la part d'étudiants russes fréquentant l'université de Genève: nous y relevons 59 signatures, dont un certain nombre de Georgiens et d'Arméniens. Mentionnons enfin ce fait: les papiers de N. Joukowsky ont été détruits après la révolution russe par l'un de ses fils: perte irréparable pour l'histoire. Ajoutons pour finir que nous avons retrouvé au cimetière de Carouge la stèle de N. Joukowsky (1833–1895). Un beau buste en bronze nous restitue sa magnifique tête; en dessous, trois ins-

Nous avons vu que les proscrits accusaient la police genevoise d'avoir montré peu de diligence dans son enquête; le juge d'instruction semble avoir fait de son mieux; par contre, la sûreté paraît avoir observé une passivité voulue. Le 2 novembre 1903, à l'occasion d'une affaire dont nous parlerons plus loin, la police genevoise informera la police fédérale qu'en 1886, dans l'affaire de la typographie russe, «les recherches faites au moment du vol pour découvrir les coupables ont abouti à désigner comme coupables les nommés Joly Henry [...] prenant le nom de Sommer, Henri Metzger [...] se disant professeur au conservatoire et un grand inconnu [...]». D'autre part, ajoutait ce tardif rapport, «l'instigateur du vol aurait été le comte de Mérikoff, prenant le nom de Ditschescoulo, lequel était domicilié à Genève au moment du vol. Peu après le vol, une lettre anonyme de Paris signala que les voleurs étaient les nommés Bint Henri, se faisant appeler Joly [...], qui serait un agent du gouvernement russe, et Milewsky, sujet russe [...] qui pourrait être Merikoff, et un nommé Melzer. Ces trois individus auraient été à la solde du secrétaire de l'Ambassade russe à Paris et venaient de temps en temps à Genève pour surveiller les réfugiés politiques russes»⁴⁶.

La sûreté française s'intéressa également à l'affaire. Elle apprit par Josselin que «la police russe à l'étranger fai[sai]t répandre le bruit que l'imprimerie russe de Genève a été pillée par les nihilistes eux-mêmes, pour tâcher de justifier la disparition de l'argent qui leur avait été envoyé de Russie»⁴⁷. Les commissaires spéciaux installés à Annemasse et Bellegarde découvrirent après quelques tâtonnements que le sac de l'imprimerie avait été commis, en particulier, par Bint; selon des informations parvenues à la préfecture de police de Paris, la police russe à Genève était composée de sept agents subalternes, dirigés par un négociant genevois, Oscar Weber, grassement rétribué; dans d'autres rapports, on citait les noms suivants: le comte Alexandre de Mérikoff, «chef de mission à l'étranger», Melzer, «principal agent ambulante», Robstein ou Bern-

criptions: l'une en français, au nom des proscrits de la Commune, l'autre en polonais, la troisième en russe.

⁴⁶ AF, Justiz, Personalbogen: Bint.

⁴⁷ Extrait du 23 mars 1887, APP, socialisme en Suisse.

stein, Bint dit Sommer, Litzinski, Amalia Pitteri, Machianoff, Witaskolo, «la fille Rubin». Il est impossible de vérifier en détail ces informations⁴⁸. Un rapport précisait : «on soupçonne la police russe, et en particulier Bint, d'avoir fait le coup, avec la complicité de la fille Rubin, 3 route de Carouge»; un autre, émanant du commissaire spécial de Bellegarde, proposait de faire discrètement avertir le gouvernement russe qu'à Genève on était sur la piste de Sommer alias Bint, après l'effraction de l'imprimerie; le même document indiquait que la police russe payait une rente de 250 francs à un facteur de Genève⁴⁹. Quant au commissaire spécial d'Annemasse, il écrivait que trois chefs terroristes, Mindt, Witaskolo et Sommer étaient «constamment en route entre Genève, Montreux, Zurich et Berlin; ils sont très dangereux et très décidés» et achetaient des lettres aux facteurs de Genève, les payant 250 à 300 francs pour une heure; mais «une jalousie d'employés a mis le directeur de la poste au courant de ce qui se passait»⁵⁰. Comme on le voit, la police française enregistrait des rumeurs, des bribes d'informations confuses mais qui nous paraissent tout de même, dans l'ensemble, crédibles. Nous verrons tout à l'heure que les bruits concernant les facteurs doivent être considérés comme dignes de foi. Ajoutons à ce propos que le 14 novembre 1884, une information parvenue à la préfecture de police disait : «Les nihilistes russes [de Genève] se plaignent de ce qu'un agent de la Police internationale se serait permis d'enlever des lettres déposées, pour eux, dans les boîtes particulières qu'ils ont fait poser près de leurs

⁴⁸ Litzinski, Witaskolo, Mérikoff, Rubin (l'ex-femme de Déléamont) sont des noms que nous avons déjà rencontrés ailleurs; «la Pitteri» ou Amalia Pitteri est donnée dans certains rapports comme la maîtresse de Weber: nous lisons dans la *Tribune de Genève* du 19 nov. 1886 cette annonce: «Concert classique, au programme: *Les Maîtres chanteurs de Richard Wagner* (Mmes Gally et Pitteri).» Nous avons trouvé un Melzer ou Meltzer (Charles) dans le recensement de Genève: il était russe, né en 1855, «commis», «artiste-peintre» et tenancier d'une pension; il obtiendra sa naturalisation en 1900. Le nom d'Oscar Weber revient avec persistance dans les extraits de rapports aux APP. Sa maîtresse, Amalia Pitteri, fut expulsée de Genève sur la demande de l'épouse légitime. Cf. AEG.

⁴⁹ Cf. AN, F 7 12519-521.

⁵⁰ *Ibid.* (23 avril 1887).

domiciles personnels. On aurait vu un individu s'enquérir auprès des facteurs de la nature des lettres adressées aux nihilistes et fureter à l'aide de clefs dans les dites boîtes»⁵¹. Cet individu, c'était Bint, il n'y a pas à en douter.

IV. Bint pris sur le fait

Le 24 octobre 1903, le directeur du I^{er} arrondissement postal de Genève informait confidentiellement le Département fédéral de Justice et police qu'un Russe nommé Georges Rabinowitch avait tenté de soudoyer deux facteurs de la place. Une enquête s'ensuivit, qui nous fournit des éléments intéressants sur le système d'espionnage tsariste à Genève⁵². Malheureusement, disons-le d'emblée, les autorités suisses ne semblent pas avoir voulu établir rigoureusement si et dans quelle mesure des fonctionnaires postaux avaient coopéré avec les services secrets tsaristes; les documents donnent l'impression que toute la lumière n'a pas été faite, que l'on a évité un scandale possible, des révélations gênantes.

Donc, deux facteurs, Uldry et Fayet, avaient dénoncé à leur supérieur les tentatives de corruption dont ils avaient été l'objet: Rabinowitch avait tenté de suborner Uldry «pour se faire remettre la correspondance d'un nomme Akinoff [sic] imprimeur», habitant route de la Cluse n° 7, et avait offert à son collègue Fayet une rente mensuelle de 200 francs s'il consentait à lui communiquer le courrier adressé aux Russes habitant rue de la Ferme n° 10. Akimov, rappelons-le, était le pseudonyme du social-démocrate Makhnovetz; il avait été expulsé de France l'année précédente; à Genève, il faisait partie de la rédaction du *Drapeau rouge* et était un des gérants de l'Imprimerie russe. Rue de la Ferme habitait notamment, sous le nom de Minor, le fondateur et théoricien du parti socialiste-révolutionnaire: Mikhaïl Gotz⁵³.

⁵¹ APP, BA 196, fo 386, signé «Loth».

⁵² Cf. AF, Bundesanw., Polizeidienst 1889-1920, Bd. 136, expulsion de Rabinowitch et Bint, 160 pièces.

⁵³ Il est intéressant de noter qu'en décembre 1902, le département cantonal de Justice et police avait proposé l'expulsion des responsables de

La police genevoise reçut de Berne l'instruction d'interroger aussitôt Rabinowitch et, au cas où il ne parviendrait pas à se disculper, de procéder sur-le-champ à une visite domiciliaire. Rabinowitch ne nia pas les faits; il reconnut avoir abordé les deux facteurs en question «pour leur demander s'ils étaient disposés à continuer avec [lui] un service que Monsieur Bint, [son] chef à Genève, [lui] avait affirmé avoir obtenu de l'un d'eux déjà précédemment».

En fait, la maladresse de Rabinowitch avait mis à jour un détournement de correspondance qui existait depuis longtemps; celui-ci était une recrue récente de l'espionnage politique russe, et une mauvaise recrue: Bint lui reprochait un manque de zèle dans le «travail», du laisser-aller et une fâcheuse habitude de «carotter» de l'argent à ses collègues (qu'il n'aurait pas dû connaître) et à ses chefs. Bint lui écrivait des lettres de semonce, tâchait de l'amender: cette correspondance entre le maître-espion et son élève est des plus savoureuse...

Rabinowitch, en piètre agent qu'il était, ne nia pas les faits qui lui étaient imputés. Il révéla même à l'interrogatoire que «depuis le mois de janvier dernier» Bint «venait presque journalièrement chez [lui] porteur de lettres fermées adressées à différents personnages russes, qu'il décollait en [sa] présence et qu'il [lui] disait devoir remettre quelques heures plus tard au facteur qui les lui avait confiées». D'autres lettres portaient des traces d'éraflures; celles-là avaient été sorties des boîtes au moyen d'un crochet: tel facteur, à qui on avait offert jusqu'à 500 francs par mois, avait obstinément refusé de communiquer la correspondance reçue par les Russes de son quartier. Il semble qu'ils fussent quatre facteurs à s'être laissé acheter. A la suite de ces révélations, Bint fut interpellé et son domicile perquisitionné. On le trouva en possession d'un trousseau de petites clefs et d'un rouleau de papier-décalque.

cette imprimerie, en raison des critiques que la *Krasnoje Znamia* (le Drapeau rouge) s'était permises contre les autorités genevoises à l'occasion de la grève générale des travailleurs genevois, qui avait eu lieu peu auparavant. Le ministère public fédéral rejeta la demande. Les gérants de l'imprimerie étaient: Iwanschin Wladimir, né en 1869, Vilter Marc, typographe, né en 1876, et Makhnovetz, alias Akimov, alias Marot, alias Mahr, Wladimir, né en 1872 ou 1873.

Bien entendu, il nia effrontément les faits, inventa littéralement n'importe quoi au sujet des pièces à conviction, tout en affirmant hautement: «Je n'ai pas à cacher ma qualité d'agent du ministère russe sous les ordres d'un chef résidant à Paris». Contre lui pesaient non seulement le témoignage de son complice, mais encore celui de deux voisines habitant rue de la Cluse 7, l'immeuble où était située l'imprimerie d'Akimov/Makhnovetz.

Il semble que Bint sous-estimait les facultés de guêt des ménagères. Une quinzaine d'années auparavant, nous l'avons vu, une mère et ses filles s'étaient relayées derrière les volets d'une chambre pour observer ses manœuvres; les bonnes femmes de la rue de la Cluse firent de même. Elles déclarèrent à la sûreté qu'elles avaient remarqué, l'hiver précédent, les allées et venues suspectes d'un individu qui pénétrait régulièrement, à 11 heures et au début de l'après-midi (c'est-à-dire aux deux courriers de la journée) dans le hall de leur immeuble. «Nous nous sommes cachées, dirent-elles, et avons surpris ce personnage cherchant à introduire sa main dans la boîte de l'imprimerie russe puis finalement l'ouvrir avec une clef et s'emparer des lettres puis les examiner et les retourner et en replacer (d'autres) dans la boîte. Nous l'avons même vu faire sauter la bande d'un journal. Etant fixées sur le but de ses visites et voyant que cela ne nous concernait pas, nous ne nous en sommes plus préoccupées». Elles se déclarèrent capables de reconnaître sans hésitation l'inconnu; confrontées avec Bint, elles l'identifièrent formellement. Mais celui-ci ne s'en inquiéta pas outre mesure. Le chef du département de justice et police de Genève se fit en quelque sorte son avocat, plaida sa cause auprès du ministère public fédéral:

Nous attirons particulièrement votre attention sur ce point qu'étant donnés les bons rapports que nous entretenons avec la police russe, rapports que nous désirons maintenir et qui nous sont utiles, nous verrions un véritable avantage à ce qu'une expulsion soit seule prononcée et que cette expulsion éventuelle ait lieu dans les conditions les moins désagréables pour le gouvernement russe et si possible sans publicité.

A cette lettre était joint un avis du procureur général du Canton de Genève concluant à la difficulté d'entamer des poursuites judiciaires contre Bint; son argumentation était des plus spécieuses, et

faite, évidemment, sur commande. Bint fut donc expulsé de Genève avec le maximum d'égards et de discrétion ; l'attention de la presse fut détournée sur le personnage de second plan qu'était Rabinowitch. Il put ainsi reprendre impunément ses activités. En 1917, nouvel accroc, encore causé par une simple femme : il est alors arrêté à Lausanne et prévenu d'espionnage militaire contre l'Allemagne. Il tenta de nier cela, se contentant d'avouer son péché véniel : l'espionnage politique. Il reconnut

... être depuis 35 ans au service du gouvernement russe qui l'emploie à la surveillance des Russes à l'étranger. Lui-même et le bureau qu'il dirigeait à Paris, 52 rue de la Province, étaient rattachés à l'ambassade russe. Il avait partout des agents qui lui adressaient régulièrement des rapports sur l'arrivée et le départ des ressortissants russes et sur leurs occupations⁵⁴.

Il ne contesta pas non plus être « en rupture de ban » ; depuis son expulsion, il était revenu maintes fois en Suisse. C'est, alléguait-il, qu'en lui notifiant son arrêté d'expulsion, « Mr. Aubert, alors directeur de la police centrale, lui [avait] déclaré que, dès le lendemain, il serait libre de revenir d'Annemasse à Genève »⁵⁵. Tout porte à croire, en effet, qu'il en fut ainsi.

* * *

Les papiers saisis en 1903 chez Bint et Rabinowitch sont muets sur la complicité des facteurs genevois⁵⁶ ; quant aux enquêteurs, ils s'empressèrent de « classer » l'affaire et ne tâchèrent pas d'en savoir trop long sur les ramifications de l'espionnage russe à Genève. Au vu des seuls papiers saisis, on apprend déjà passablement de choses. Nous y trouvons d'abord des comptes concernant Bint et ses sous-ordres. Celui-ci touchait 500 francs d'appointements par mois, plus 10 francs d'indemnité journalière, tous frais d'hôtel et

⁵⁴ AF, Polizeid. 1889–1920, Bd. 90, 1917 (espionnage), Bint *et alii*.

⁵⁵ Charles Aubert, commissaire puis directeur de la police genevoise, à ne pas confondre avec le faux Charles Aubert (Kravtchinsky) dont il a été question plus haut.

⁵⁶ Le ministère public fédéral ne la mettait pas en doute mais arguait de la difficulté à mener une enquête sur ce point.

de déplacements payés. Rabinowitch, qui travaillait à «la filature» et en tant que traducteur russe-français dans «le cabinet noir» de Bint, recevait 250 francs de traitement et 7 francs d'indemnité journalière. Plus bas dans la hiérarchie, un personnage que nous avons déjà rencontré: Edouard Déléamont, l'ex-mari de Laurence Rubin; il avait troqué son ancien métier de crieur public contre celui, combien plus avantageux, de clerc d'huissier judiciaire. Il avait, depuis peu, comme compère un certain Marc Novel, ancien tenancier de café se disant représentant de commerce, lequel recevait un pourboire de 150 francs par mois pour ses «filatures». A Genève étaient encore employés un certain Muller, à raison de 100 francs par mois, ainsi qu'un Berlinoïse répondant au nom de Wolz; à Berne, un certain Ch. Rohrbach; à Zurich, deux individus non identifiés.

Les autres pièces du dossier nous renseignent très concrètement sur les méthodes de travail des espions; elles nous montrent Bint et ses limiers dans leur besogne quotidienne d'«agents fileurs» et alors (1903) en train de suivre plus particulièrement deux pistes: l'une concernant la préparation du fameux attentat contre le ministre de l'intérieur von Plehve⁵⁷; l'autre, en rapport avec Lénine et l'Iskra. Nous les voyons même procéder à l'identification d'une certaine Nadia/Nadine, c'est-à-dire, semble-t-il, de la compagne de Lénine, Nadejda Kroupskaïa⁵⁸.

⁵⁷ Lettre de Rataef à Henri Bint du 7 sept. 1903: «Savez-vous que Gotz, Chitlovski et les deux Rappoport ont tenu à Bâle un petit congrès, où ils ont décidé un attentat contre le ministre de l'Intérieur, M. de Plehve, à l'aide d'engins explosifs. Paul [Krakoff] en a deux sur lui, qu'il va porter en Russie. Ce renseignement, je [ne] le tiens pas de Rab[inowitch]...» — On sait que von Plehve fut assassiné par les S. R. Savinkov et Sazonov, le 15 juillet 1904, à Saint-Pétersbourg.

⁵⁸ Lettre sans date de Rataef à Bint: «...autre chose de la plus extrême importance qui intéresse particulièrement Monsieur le Ministre: quelques personnes appartenant à un cercle de terroristes en Russie adressent leur correspondance au nom d'une femme-médecin, Galdimann (ou Haldimann), canton de Berne, Goldenbach. Dans l'intérieur de l'enveloppe, il y (en) a une autre avec la mention dessus: «pour Nadia» c'est-à-dire Nadine. Je vous prie d'employer tous vos efforts pour établir l'identité de cette Nadia ou Nadine. Et faites le plus vite possible [souligné trois fois], c'est très important pour

Au début mai 1903, on le sait par ailleurs, Lénine et Kroupskaïa avaient quitté Londres pour Genève en raison du transfert de la rédaction de l'*Iskra*. Bint en fut avisé de Paris, avec ordre de s'en occuper: «On transporte de Londres à Genève la typographie principale, l'*Iskra*. Veuillez exercer autour une surveillance et priez R[abinowitch] de signaler les nouveaux arrivés. Un membre du groupe Iskra, Malzman, est parti à Genève où il va résider sous le nom de Jacques Goldberg. J'ai prié Mil. [= Milewski?] de vous envoyer sa photographie»⁵⁹.

Le 26 mai 1903, Bint communiquait le résultat de son enquête:

*Rapport*⁶⁰

J'ai l'honneur de rendre compte à votre Excellence que [...] l'atelier que Bonsch Bouewitch a installé est situé dans l'ancien local de *Iskra*, 27 route Caroline⁶¹. *Iskra* se trouve maintenant 2 rue du Centre, dont la location est au nom de Joseph Blumenfeld⁶². En ce qui concerne son im-

moi. Ayez soin que l'allemand Wolz n'ait aucune idée de Rab[inowitch]». ... Dans une lettre du 15 septembre 1903, Rataef lui écrivait: «concernant l'adresse de Haldimann, je vous autorise de vous absenter et de prendre toutes les mesures nécessaires pour établir le personnage de Nadine. Quant à Paul [Krakoff], il peut être soigné [sic] pendant votre absence par l'agent Wolz, mais bien doucement, pour ne pas éveiller la méfiance de l'individu.»

⁵⁹ Lettre de Paris, datée ... 5/03 et signée Sergueieff.

⁶⁰ Minute dans les papiers saisis de Bint.

⁶¹ Vladimir Bontch-Brouévitch (1873-1955) était entré dans le parti en 1895; en 1896 il émigrerait en Suisse où il prit part aux activités du groupe «Libération du Travail» et collabora ensuite à l'*Iskra*; en 1904, «il dirigea les services d'expédition» du Comité Central. Cf. LÉNINE, *Œuvres*.

⁶² I. S. Blumenfeld (Tsvétov), ouvrier compositeur, né en 1865, membre du groupe «Libération du Travail», adhéra aux menchevicks après le II^e congrès du P.O.S.D.R. (LÉNINE, *Œuvres*). Blumenfeld était particulièrement surveillé par la police politique genevoise. Le 12 septembre 1892, celle-ci indiquait que ce «nihiliste a été, ensuite d'une discussion avec Pleckhanoff, mis à la porte de l'imprimerie russe où il était employé». L'année suivante, elle rapportait: «cet individu, terroriste très militant, a dans sa chambre tout le matériel nécessaire pour monter une imprimerie, sauf la machine pour faire les tirages, et prétend ne faire que la composition actuellement». Des précisions étaient apportées sur ses méthodes de travail: certaines brochures, composées par lui à «l'imprimerie socialiste démocrate russe, chemin des Pitons 9» étaient données à tirer, tantôt chez un imprimeur genevois, tantôt chez un autre, par tranches de 16 pages, en commençant

pression, il est maintenant certain que le journal s'imprime ici, j'en ai eu la preuve ce matin; eux compose [sic] le journal, en fournisse [sic] même le papier, et l'impression se fait chez un lithographe 47 rue du Stand (le papier est fourni par une maison allemande de Oberlenningen-Teck). Ces renseignements m'ont été fourni [sic] par un jeune homme de l'imprimerie que je reverrai et qui me complètera les renseignements.

Cederbaum travaille au journal *Iskra*⁶³.

Maltzman est ici et (j') enverrai son adresse ainsi que les quelques renseignements demandés qui ne sont pas encore complets.

Je reprends mon travail et espère envoyer bientôt de la correspondance. J'ai bon espoir que l'affaire qui m'est arrivée n'aura pas de suite.

Dans son rapport suivant, du 7 juin 1903, Bint envoyait les compléments de renseignements promis. Il s'agissait des adresses de Maltzman, Blumenfeld, Kopelsohn, Meirowitch, Cederbaum, Romanof, et un compte rendu de filature concernant Lehman et Gotz. Le 11 juin, nouveau rapport de Bint qui, après avoir rectifié une information précédemment donnée, écrivait à l'adresse de son chef à Paris:

J'envoie ci-joint une carte postale. Je ne l'ai pas rendue puisqu'elle venait de Russie. Je suis assidûment cette correspondance, car je la crois bonne; ce matin, j'ai manqué 2 lettres, au moment où j'allais opérer, on descendait et c'était juste Philopowicht.

Ci-joint la photographie de ce Markoff; l'identité est maintenant établie; c'est un n[omm]é Vengueroff Meyer, né à Rostoff, ancien étudiant à Berne, échappé de Sibérie et qui attend les moyens de rentrer à Rostoff; quand il était en Russie, il ne portait pas de barbe, actuellement, il la laisse pousser; ci-joint l'adresse où travaille son père.

Toutes les conférences seront suivies par Rab[inowitch], celle de Lénine est annoncée pour ce soir⁶⁴.

Rien de nouveau en ce qui concerne Lehman et Cie.

Pléhanoff est de retour ici depuis 3 jours; Macknowetz n'est pas encore de retour de son voyage à Berne et aucune correspondance n'arrive pour lui.

J'ai fait la connaissance de la femme de ménage de Gotz; c'est une femme d'un certain âge, avec laquelle j'espère pouvoir travailler.

par la fin. Il est intéressant aussi de noter que Blumenfeld était l'objet d'une surveillance internationale: les informations de Genève sur son compte étaient relayées par Berne sur Paris et Berlin; de même, pendant son séjour à Munich, entre 1891 et 1902, la police allemande donnait de ses nouvelles à Berne. Tout ceci à titre préventif.

⁶³ Zederbaum était, rappelons-le, le vrai patronyme de Martov.

V. Conclusion

Nous avons donné dans cette étude quelques aperçus sur l'activité de la police secrète russe à Genève à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle sur la base de documents inédits. Ce tableau est limité du fait que nos sources ne nous montrent que ce qui a émergé au niveau judiciaire ou parajudiciaire. Nous pensons toutefois que les affaires que nous avons examinées permettent de préciser le mode d'investigation et le style d'activité de cette police russe; elles laissent également entrevoir le système de collaboration des polices continentales, l'helvétique y comprise, dans la répression des menées révolutionnaires. Cette étude, enfin, nous a fourni l'occasion d'apporter quelques renseignements complémentaires concernant les proscrits russes – et notamment les typographes – à Genève. C'est par là que nous voudrions justifier la longueur inhabituelle des notes explicatives dont nous avons émaillé notre récit.

⁶⁴ A cette époque, Lénine donna une conférence au cercle marxiste de Genève, ainsi qu'en fait foi le rapport ci-dessus et un billet d'entrée à ce cercle se trouvant dans les papiers de Rabinowitch. Dans une lettre écrite de Spiez ou de Zurich, où il se trouvait pour une filature, Bint ordonnait à son sous-ordre «d'assister à la représentation ainsi qu'aux réunions qui peuvent avoir lieu pendant mon absence», avec cette recommandation supplémentaire: «Faites pour le mieux et prenez des notes pour les comptes rendus de réunions» (s.l.n.d., vendredi). Il s'agit peut-être de la conférence de Lénine.